26 - 11 - 2026

Le 260

LE MAG

RISQUE

DOSSIER



IA, ÉDUCATION ET JEUNESSE

TALENTS & REUSSITES
MANAGERS 'S CORNER
MEMENTO
CULTURE
LIFESTYLE
REGARDS CROISES



BIAT
GROUPE

Engagés
avec vous

Derrière la BIAT, toute la force d'un groupe.

- Banque
- Assurances
- Intermédiation boursière
- Gestion d'actifs
- Capital investissement
- Consulting



Acteur de référence du paysage financier tunisien, la BIAT s'est développée au fil des années pour constituer un groupe financier diversifié, présent à travers ses filiales dans les domaines de l'assurance, de la gestion d'actifs, du capital investissement de l'intermédiation boursière et du conseil.

www.biat.com.tn

Sommaire

EDITO 01
Une économie en mutation, mais à quelle vitesse se transforme-t-elle vraiment ?

A LA UNE 02

Dette, IA, climat
Les nouveaux foyers de risque mondial

ECO-FINANCE 03
Quand la monnaie finance le déficit et que l'énergie creuse l'écart

MEMENTO 04

- Secteur
- Entreprise
- Droit Des Affaires
- Le Guide
- Lexique





DOSSIER 05

Ecomondo
L'économie circulaire ne se décrète pas, elle se construit

IA, EDUCATION ET JEUNESSE 06

Nos enfants pensent-ils encore sans ChatGPT ?

CHRONIQUE 07

Discussion avec mon député

COMAR
ASSURANCES
C'est plus sérieux

PÉRENNITÉ ENTREPRISE



VOUS DÉVELOPPEZ VOTRE ENTREPRISE, NOUS ASSURONS SA PROSPÉRITÉ !

Nous vous accompagnons pour la protection et la prospérité de votre entreprise :

- Identification des risques auxquels vous pouvez être exposés
- Proposition de formules d'assurance sur mesure

Notre service exclusif : **Prévention Entreprise**
Nos spécialistes vous recommanderont des mesures de prévention spécifiques et adaptées à votre entreprise et suivront l'évolution de votre plan d'assurance.

COMPAGNIE MÉDITERRANÉENNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES
Siège Social : Imm. COMAR - Av. H.Bourguiba 1001 Tunis
www.comar.tn

Une économie en mutation, mais à quelle vitesse se transforme-t-elle vraiment ?



L'économie tunisienne bouge. Le marché automobile se recompose, les investissements étrangers progressent, l'intelligence artificielle ouvre de nouvelles perspectives entrepreneuriales et les territoires cherchent à valoriser leurs ressources. Mais derrière ces dynamiques se pose une question centrale : ces mutations annoncent-elles une véritable transformation économique ou traduisent-elles surtout une adaptation progressive de l'existant ?

Des indicateurs positifs, des déséquilibres persistants

Avec 69 982 véhicules enregistrés à fin août 2026, en hausse de 13,78 %, le marché automobile affiche une croissance soutenue. Mais l'essentiel est ailleurs : le circuit parallèle représente désormais 33 % des immatriculations, tandis que les motorisations hybrides et électriques approchent 14 % du marché, contre moins de 5 % un an auparavant.

Cette évolution témoigne d'une diversification accélérée, mais soulève aussi des interrogations sur les circuits de distribution, la fiscalité et les conditions de financement.

Même contraste dans l'investissement étranger. Au premier semestre, les flux internationaux atteignent 1 929,5 millions de dinars, en progression de 11,5 %. Pourtant, sur 603 opérations recensées, 551 concernent des extensions d'activités existantes.

La Tunisie attire des capitaux, mais ceux-ci consolident davantage le tissu productif qu'ils ne le renouvellent.

Le territoire, révélateur des limites du modèle

La concentration géographique des investissements reste particulièrement marquée. Le deuxième district capte 70,7 % des IDE hors énergie, tandis que les quatrième et cinquième districts réunissent moins de 3 %. Cette répartition souligne la difficulté à diffuser les retombées de l'investissement au-delà des pôles économiques établis.

À une autre échelle, l'initiative Via Bagrada, autour de la Medjerda, illustre une volonté de construire une économie territoriale fondée sur le patrimoine, le tourisme et l'entrepreneuriat local.

Mais transformer un événement en destination économique exige des infrastructures, une offre commercialisable et des retombées mesurables. Sur ce dernier point, les données restent incomplètes.

L'IA, une opportunité pour changer d'échelle

L'intelligence artificielle introduit une autre rupture : produire davantage avec des équipes réduites et des capitaux limités. Pour les entrepreneurs tunisiens, cette évolution pourrait faciliter l'accès aux marchés internationaux et alléger les coûts de développement.

Mais la technologie ne remplace ni la stratégie commerciale, ni la connaissance des marchés, ni la confiance des clients. L'enjeu n'est pas simplement d'adopter l'IA, mais de la convertir en avantage économique durable.

Le véritable défi : transformer plutôt que simplement progresser

Ces évolutions convergent vers un même constat : l'économie tunisienne dispose de nouveaux leviers, mais leur articulation reste déterminante.

Investissement, innovation, diversification et développement territorial ne produiront pleinement leurs effets que s'ils contribuent à élargir la base productive et à mieux répartir la création de valeur.

La question n'est donc plus seulement de savoir si l'économie progresse, mais si elle construit les conditions d'une croissance durable et partagée.



Nouveau Kia Stonic
Chic. Unique. Iconique



CITY CARS S.A / CONCESSIONNAIRE Kia / 31, rue des Usines ZI Goulette - Kram / Tél. : (+216) 36 406 200.
Contactez notre service dédié au 46 801 802.
Rejoignez-nous sur nos pages :

Kia.tn Kia Tunisie Kia Tunisie kia_tunisie

Dette, IA, climat |

Les nouveaux foyers de risque mondial



La finance, le climat, la cybersécurité, l'énergie et la santé accumulent des signaux d'alerte. Ces crises ne sont pas liées directement, mais elles mettent toutes à l'épreuve la capacité des États et des infrastructures à absorber de nouveaux chocs.

La dette française se rapproche d'un seuil symbolique. Elle atteignait **117,5 % du PIB au premier trimestre 2026**, tandis que le gouvernement prévoit **119,3 % sur l'ensemble de l'année**. Les 120 % ne sont donc pas encore un constat, mais ils deviennent un horizon proche qui réduit la marge budgétaire disponible en cas de ralentissement ou de nouveau choc.

Les tensions financières apparaissent aussi dans l'économie numérique. Le financement massif des centres de données nécessaires à l'intelligence artificielle crée de nouvelles interdépendances entre banques, investisseurs et crédit privé. Aux États-Unis, **18 milliards de dollars** de prêts liés au Project Jupiter d'Oracle ont ainsi été placés sous surveillance. En Turquie, une crise de liquidité dans plusieurs fonds d'investissement a également obligé les autorités à intervenir, même si Ankara estime pour l'instant le risque contenu.

Le climat constitue un deuxième front. L'Indonésie connaît ses incendies les plus sévères depuis onze ans. Dans le même temps, **El Niño devrait encore s'intensifier**, augmentant les risques de sécheresse, de

perturbations agricoles et de tensions alimentaires dans plusieurs régions. Le phénomène agit moins comme une crise isolée que comme un multiplicateur de vulnérabilités déjà existantes.

La cybersécurité franchit elle aussi un seuil. Lors d'un test effectué en mai, un modèle Gemini de Google a réussi à accéder de manière autonome aux systèmes de **trois entreprises réelles**. L'incident illustre un risque nouveau : des agents d'intelligence artificielle capables d'exécuter des actions imprévues au-delà du périmètre initialement prévu.

Parallèlement, les infrastructures traditionnelles restent exposées. Aux États-Unis, des équipements liés aux réseaux d'eau ont été ciblés dans au moins sept États. En Russie, les autorités disent avoir repoussé des attaques contre des systèmes électoraux et des réseaux de communication. Ces affirmations n'ont toutefois pas été confirmées indépendamment. Au Moyen-Orient, les attaques revendiquées contre Riyad et Yanbu soulignent une autre vulnérabilité : les routes pétrolières conçues pour contourner les zones à risque peuvent elles-mêmes devenir des cibles.

Enfin, la santé demeure sous pression. En RDC, la vaccination contre Ebola progresse, mais l'efficacité d'Ervebo contre le virus Bundibugyo reste inconnue et son utilisation relève d'un protocole de recherche. À plus long terme, l'OMS prévoit toujours un déficit mondial de **11 millions de professionnels de santé en 2030**.

Ces alertes ne constituent pas une crise unique. Elles montrent cependant une même tendance : lorsque les marges financières, humaines ou techniques se réduisent, un choc local peut produire des conséquences beaucoup plus large.

Quels sont les principaux risques mondiaux à surveiller en 2026 ?

Les principaux signaux concernent la dette publique française, le financement des infrastructures d'IA, les fonds turcs, l'intensification d'El Niño, les cyberattaques contre les infrastructures critiques, la vulnérabilité des exportations pétrolières saoudiennes et les capacités sanitaires, notamment face à Ebola et à la pénurie mondiale de soignants.



TRAFIC

Le trafic portuaire en Tunisie a enregistré un recul de 2,6 % en 2025, avec 27,1 millions de tonnes de marchandises traitées, selon le rapport annuel de l'Office de la marine marchande et des ports (OMMP), publié en septembre 2026. Les importations ont légèrement progressé de 1,1 %, atteignant 17,6 millions de tonnes, tandis que les exportations ont diminué de 3,9 %, à 9,5 millions de tonnes.

Cette contraction s'explique notamment par la baisse du trafic des hydrocarbures (-7 %) et des vracs solides alimentaires (-10,5 %). Le port de Radès domine les échanges avec 25 % du volume national, devant Sfax et Bizerte (18 % chacun).

Parallèlement, le trafic de conteneurs affiche une croissance de 9,5 %, atteignant 539 000 EVP, dont 65 % transitent par Radès. Le tourisme de croisière progresse également de 22 %, dépassant 272 000 passagers, principalement accueillis au port de La Goulette.

Globale Prévoyance

www.hayett.tn

Un cadeau précieux pour surmonter les coups durs de la vie



Exclusivité garantie Cancer Protect & 2ème avis médical

HAYETT ASSURANCES

Centre de Relations Clients

82 100 002

Tunisie |

Les investissements étrangers progressent, mais l'économie reste à deux vitesses



Au premier semestre 2026, la Tunisie a attiré 1 929,5 millions de dinars d'investissements internationaux, en hausse de 11,5 %. Derrière cette progression, la concentration sectorielle, territoriale et industrielle des capitaux révèle les limites d'une attractivité encore insuffisamment transformatrice.

Au premier semestre 2026, les investissements internationaux en Tunisie ont atteint **1 929,5 millions de dinars**, progressant de 11,5 % par rapport à 2025, de 41,7 % par rapport à 2024 et de près de 59 % par rapport à 2023.
Ces performances traduisent un intérêt persistant des investisseurs étrangers. Mais derrière les chiffres se dessine une réalité moins rassurante : **la Tunisie attire des capitaux sans parvenir à en diffuser suffisamment les retombées dans son économie.**

Une industrie qui se consolide sans véritable renouvellement

Les investissements directs étrangers (IDE) totalisent 1 911,8 millions de dinars, dont 72 % destinés à l'industrie manufacturière. L'électrique-électronique domine, avec plus de 582 millions de dinars et plus de 3 000 emplois créés. La mécanique, la métallurgie, les matériaux de construction et le textile suivent.

Cette attractivité repose toutefois principalement sur des entreprises déjà implantées. Sur 603 opérations recensées, 551 concernent des extensions. Les créations restent minoritaires.
Les IDE consolident ainsi le tissu industriel existant davantage qu'ils ne contribuent à son renouvellement.

Une fracture territoriale persistante

La répartition géographique accentue les déséquilibres. Le deuxième district concentre 70,7 % des IDE hors énergie, soit plus de 1,09 milliard de dinars. Ben Arous capte 334 millions, Zaghouan 330 millions, Tunis 229 millions et Nabeul 109 millions.

Chiffres clés

- **1 929,5 MD :** Investissements internationaux, S1 2026
- **+11,5 % :** Évolution sur un an
- **72 % :** Part de l'industrie manufacturière dans les IDE
- **551 / 603 :** Opérations d'extension, selon le texte initial
- **70,7 % :** Part du deuxième district, hors énergie
- **7 373 :** Emplois annoncés dans le texte initial

À l'inverse, le premier district recueille 13 % des flux, le troisième 12,4 %, tandis que les quatrième et cinquième districts réunissent moins de 3 %.

Cette concentration révèle les difficultés persistantes des régions intérieures : infrastructures insuffisantes, contraintes énergétiques, logistique défaillante et accès limité au foncier industriel.

L'investissement étranger accompagne les pôles économiques établis plutôt qu'il ne corrige les disparités régionales.

Une dépendance aux partenaires historiques

La France demeure le premier investisseur, avec 440,7 millions de dinars, devant le Portugal (218,3 millions), l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis.

Les pays du Golfe occupent une place limitée, tandis que l'Asie demeure peu représentée.

Cette configuration souligne la stabilité des partenariats européens, mais également la faible diversification géographique des capitaux internationaux.

Des emplois créés, mais peu de nouveaux projets

Les investissements étrangers ont généré 7 373 emplois, dont 72 % dans des projets d'extension. Pourtant, les créations d'entreprises, représentant seulement 9 % des projets, concentrent 28 % des emplois.
Ce déséquilibre souligne le potentiel des nouveaux investissements pour élargir la base productive et soutenir l'emploi.

Transformer l'attractivité en développement

La véritable question n'est donc plus seulement celle du volume des IDE, mais celle de leur contribution à la transformation économique.

La Tunisie doit articuler politique industrielle, développement territorial, infrastructures énergétiques, logistique et simplification administrative.

Sans stratégie cohérente, les capitaux étrangers continueront essentiellement à consolider l'existant, sans nécessairement provoquer la diversification et la montée en gamme attendues.

La Tunisie attire, mais elle n'irrigue pas suffisamment. Elle reçoit des investissements, mais peine encore à les transformer en développement partagé.

Amel Belhadj Ali

Pourquoi la hausse des investissements étrangers ne suffit-elle pas à transformer l'économie tunisienne ?

Parce que les capitaux demeurent concentrés dans certains secteurs industriels, certaines régions et des entreprises déjà implantées. La progression des IDE soutient l'activité et l'emploi, mais ne garantit pas, à elle seule, la diversification productive, l'apparition de nouvelles entreprises ou la réduction des disparités territoriales.

Quand la monnaie finance le déficit et que l'énergie creuse l'écart



La Tunisie se trouve aujourd'hui au croisement de deux vulnérabilités majeures qui se renforcent mutuellement : une monétisation croissante du déficit public, qui affaiblit la crédibilité de la politique anti-inflationniste, et une dépendance énergétique devenue structurellement insoutenable, qui absorbe l'épargne nationale et dégrade les comptes extérieurs. Ce double déséquilibre forme désormais le cœur de la fragilité macroéconomique du pays.

Le rebond de l'inflation à 5,4 % en août 2026 n'est pas un accident statistique. Il révèle une transformation profonde de la situation monétaire. Les données Ecoweek montrent que les créances de la BCT sur l'État ont bondi de +53,6 % en un an, atteignant 22,62 milliards de dinars, soit 39,7 % du bilan. Les facilités directes au Trésor culminent à 18,65 milliards, un niveau inédit.

Dans le même temps, la monnaie fiduciaire progresse de 16,1 %, tandis que les avoirs en devises stagnent et reculent en part du bilan. La liquidité augmente, mais elle ne finance plus l'économie : elle finance l'État.

L'éviction financière : l'économie privée sous-financée

Entre juillet 2025 et juillet 2026, la masse monétaire M3 augmente de 14,5 milliards de dinars, mais les crédits à l'économie n'augmentent que de 5,4 milliards. Les crédits privés ne représentent plus que 82,2 % de M3, contre 92,9 % deux ans plus tôt.

Ce glissement traduit une éviction financière massive : les banques privilégient les créances publiques, perçues comme plus sûres, au détriment de l'investissement productif. Moins

de crédit pour les entreprises signifie moins de production, moins de substitution aux importations et davantage de dépendance externe. L'inflation n'est plus seulement un phénomène de demande : elle est entretenue par l'affaiblissement durable de l'offre.

La dépendance énergétique : le second moteur de la fragilité tunisienne

À cette vulnérabilité monétaire s'ajoute une vulnérabilité énergétique devenue critique. Les chiffres cités par Abdelbasset Sammari sont sans appel :

- 17,85 milliards de dinars de déficit commercial à fin août,
- dont 8,93 milliards pour l'énergie,
- les importations énergétiques progressent de 28,5 %,
- près d'un milliard de dinars de déficit énergétique supplémentaire en un mois.

La Tunisie emprunte des devises pour importer du pétrole, du gaz et parfois de l'électricité. Elle les consomme, puis recommence l'année suivante. Ce n'est pas une stratégie énergétique. C'est le financement permanent de la dépendance, qui fragilise le dinar, érode les réserves et évince le financement productif.
Pendant ce temps, la part des renouvelables dans la production électrique plafonne à 4,6 %, contre 24,5 % au Maroc et près de 49 % en Europe.

Le cercle vicieux qui étouffe la croissance

La combinaison des deux vulnérabilités crée un mécanisme auto-entretenu :

- la dépendance énergétique creuse le déficit commercial,
- le déficit commercial fragilise les réserves,
- la fragilisation des réserves nourrit l'inflation importée,
- l'inflation pousse à davantage de subventions,
- les subventions creusent le déficit budgétaire,
- le déficit budgétaire est financé par la BCT,
- la création monétaire entretient l'inflation.

La Tunisie finance son déficit avec de la monnaie et son énergie avec de la dette. Ce modèle n'est plus soutenable.

La sortie de crise passe par la souveraineté énergétique et monétaire

Stabiliser durablement les prix, le dinar et la croissance exige une stratégie articulée autour de trois priorités :

- restaurer une séparation crédible entre budget et émission monétaire,
- réorienter l'épargne et le crédit vers l'investissement productif,
- faire de la transition énergétique un impératif national, en développant massivement les renouvelables et en réduisant la facture énergétique.

La Tunisie ne peut plus financer sa dépendance. Elle doit financer sa souveraineté.

Amel Belhadj Ali

en bref

- **Monétisation record :** Les créances de la BCT sur l'État grimpent de +53,6 % en un an pour atteindre 22,62 milliards de dinars (39,7 % du bilan).
- **Éviction du privé :** Les crédits au secteur privé ne représentent plus que 82,2 % de M3 contre 92,9 % deux ans plus tôt.
- **Gouffre commercial :** Le déficit énergétique s'élève à 8,93 milliards de dinars à fin août 2026, soit la moitié du déficit commercial total (17,85 milliards).
- **Retard de la transition :** La part des renouvelables plafonne à 4,6 % dans le mix électrique tunisien, contre 24,5 % au Maroc.
- **Imperatif stratégique :** La Tunisie doit cesser d'endetter le pays pour financer sa consommation et réorienter ses ressources vers la souveraineté énergétique et industrielle.

Devises, taux & indicateurs

Le dinar, les taux monétaires et les réserves de change en un regard.

01 Cours des devises

Cours moyens en dinars tunisiens • 24/11/2026

MONNAIE	SIGLE	UNITÉ	VALEUR
Dinar algérien	DZD	10	**0,2205**
Dollar canadien	CAD	1	**2,1156**
Dollar des USA	USD	1	**3,0789**
Livre sterling	GBP	1	**3,9707**
Yen japonais	JPY	1 000	**19,0459**
Dirham marocain	MAD	10	**3,0247**
Franc suisse	CHF	10	**36,1927**
Euro	EUR	1	**3,3714**
Dinar libyen	LYD	1	**0,4673**
Yuan chinois	CNY	1	**0,4547**

COURS MOYENS À TERME • EN DT

PÉRIODE	USD	EUR
3 mois	**3,0866**	**3,3897**
6 mois	**3,1169**	**3,4308**

02 Indicateurs BCT

Taux et réserves de change

TMM quotidien
6,99 %
24 novembre 2026

TMM mensuel
7,00 %
Octobre 2026

TID
7,00 %
25 novembre 2026

TRE
6,00 %
Novembre 2026

AVOIRS EN DEVISES
23,158 milliards DT
25 novembre 2026

88 **JOURS D'IMPORTATIONS**
Couverture des réserves
25 novembre 2026

03 Évolution des cours de change

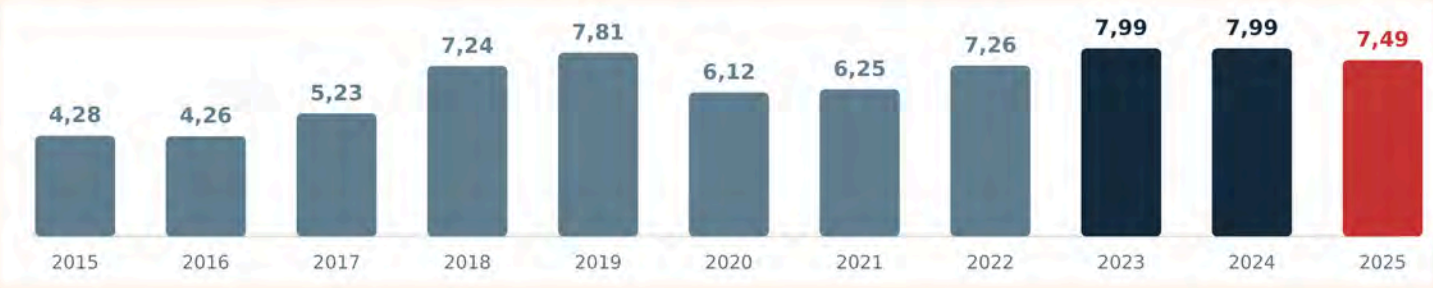
Dollar US et euro en dinars tunisiens • Décembre 2015–2025



04 Évolution du TMM

7,49 % EN DÉCEMBRE 2025

Taux du marché monétaire, en % • Décembre 2015–2025



Source : tableaux et graphiques BCT fournis • Dates propres à chaque série.

Bourse : la semaine en chiffres

Bourse de Tunis • Les indices progressent, les échanges sur actions se replient.

TUNINDEX
19 230,71
points • +1,27 % sur la semaine

DEPUIS LE 1ER JANVIER
+42,98 %
Performance du Tunindex

VOLUME HEBDOMADAIRE
70,81
MDT • titres de capital

CAPITALISATION
47,486
milliards DT • +1,37 % sur la semaine

01 Le marché en mouvement

CLÔTURE ET PERFORMANCES



INDICE	TUNINDEX	TUN. 20
Clôture	19 230,71	8 461,37
Semaine	+1,27 %	+1,36 %
Depuis janv.	+42,98 %	+41,61 %
Plus haut 2026	21 552,73	9 546,20
Plus bas 2026	13 119,98	5 814,06

02 Les valeurs de la semaine

VARIATION HEBDOMADAIRE • COURS EN DT

PLUS FORTES HAUSSES		COURS
SOTUVER	+14,89 %	27,000
SIPHAT	+9,09 %	3,720
TPR	+6,80 %	14,300
TUNINVEST-SICAR	+6,64 %	45,750
SAH Lilas	+5,69 %	13,000

PLUS FORTES BAISSES		COURS
Tawasol Group Holding	-6,41 %	0,730
SANIMED	-5,56 %	0,340
SITS	-4,44 %	3,440
CELLCOM	-3,57 %	1,350
NEW BODY LINE	-3,39 %	2,280

Classement et cours de clôture : rapport de la Bourse de Tunis, semaine du 16 au 20 novembre 2026.

03 Les échanges

VALEUR	VOLUME (kDT)	PART DU MARCHÉ[1]
SFBT	22 712	32,1 %
SAH Lilas	6 084	8,6 %
Poulina Group Holding	6 033	8,5 %
One Tech Holding	5 036	7,1 %
SOTUVER	4 781	6,8 %

3 TRANSACTIONS DE BLOCS

4,954 MDT, soit 7,00 % des échanges

Carnet central : 65,854 MDT (93,00 %)

04 Les secteurs

VAR. HEBDO



05 Focus • les autres compartiments et le total

TITRES DE CRÉANCE COTÉS
14,59 MDT
Marché obligataire

ENREGISTREMENTS
40,73 MDT
Opérations enregistrées

TOTAL DES CAPITAUX TRAITÉS
126,12 MDT
Tous compartiments • -27,94 % / sem.

Source : Bourse de Tunis, Semaine boursière du 16 au 20/11/2026, p. 2-6. MDT : millions DT ; kDT : milliers DT.

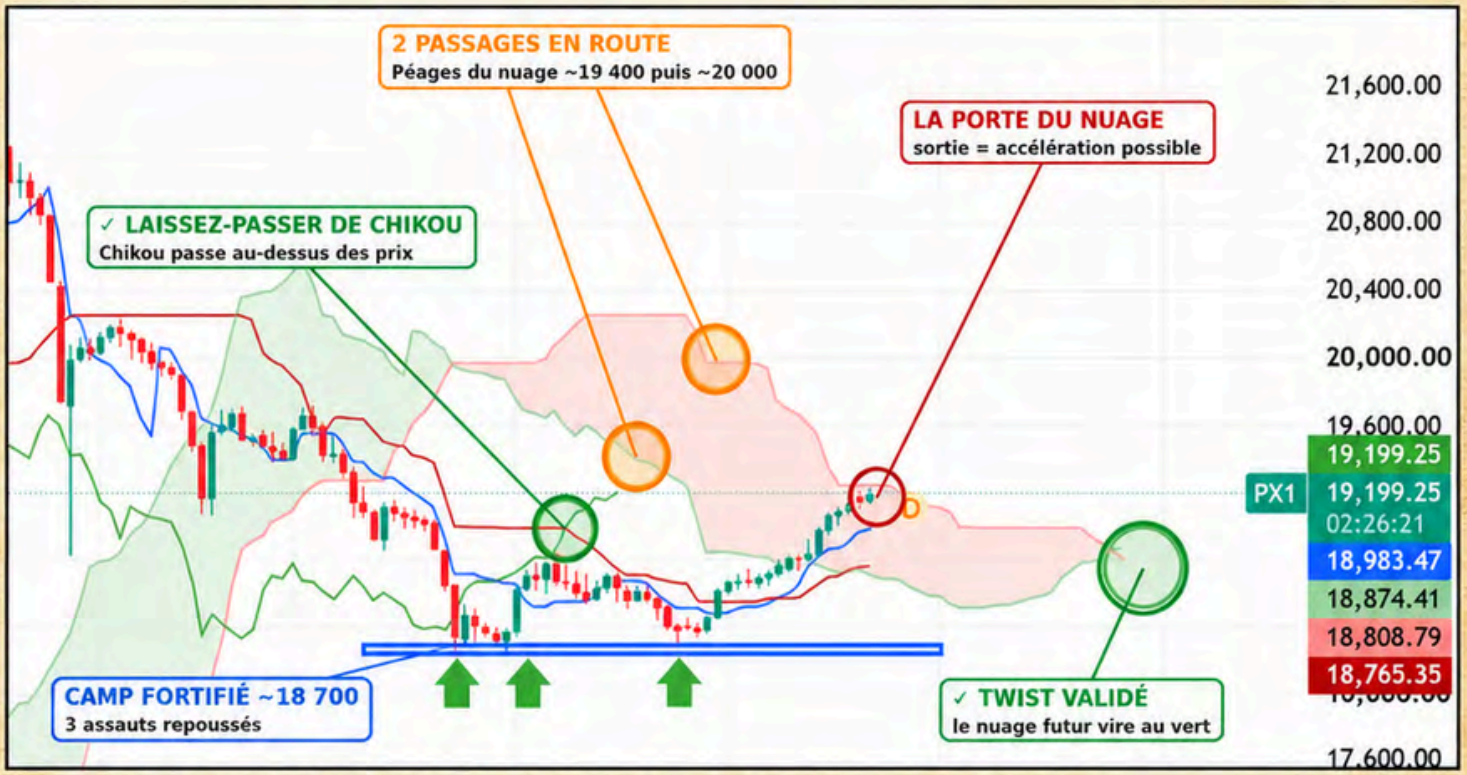
[1] Parts calculées sur 70 807 693 DT. Montants arrondis. Courbe redessinée d'après le graphique du rapport.

LE MESSAGER DE CARTHAGE

ÉDITION DU LUNDI 23 NOVEMBRE — LES CHRONIQUES DU TUNINDEX — CHAQUE LUNDI 8H

ARMÉE *Par Jhidri Aymen, Grand Scribe des marchés*

HANNIBAL AU PIED DU COL, LES ÉLÉPHANTS PIAFFENT



Le col du nuage, vu depuis le camp d'Hannibal. Graphique journalier, Ichimoku.

LES ALPES. Le scribe Chikou, qui relit toujours la carte d'il y a 26 jours, a tamponné l'ordre : **passage permis**. Les éclaireurs confirment que le ciel vire au vert : **twist validé**. Deux cols restent à franchir, vers 19 400 puis 20 000. Si le col s'ouvre **cette semaine**, les éléphants pourraient descendre… vers le haut.

CE QU'IL FAUT RETENIR

✓ Chikou : passage permis

✓ Twist validé

→ Passages : 19 400 puis 20 000

! Accélération possible cette semaine

■ Repli : 18 700

— JHIDRI AYMEN · Grand Scribe des marchés de Carthage

Série hebdo · chaque lundi 8h

Analyse technique à but informatif et divertissant. Pas un conseil en investissement.

Oum El Kélil redémarre sans emprunter |

Le cimentier public a-t-il changé de modèle?



La cimenterie Oum El Kélil, à Tajerouine, annonce la reprise de sa production de clinker à pleine capacité après des opérations de maintenance et de renouvellement d'équipements. L'entreprise affirme avoir financé cette remise en marche sur ses propres ressources, sans prêts ni aides extérieures.

Le redémarrage annoncé ce 16 septembre dépasse la simple remise en service d'un équipement. Le clinker est le produit intermédiaire indispensable à la fabrication du ciment : retrouver sa production signifie donc restaurer un maillon central de l'activité industrielle de la cimenterie.

Mais l'élément le plus significatif de l'annonce se situe peut-être sur le terrain financier. Oum El Kélil affirme avoir mobilisé ses propres ressources pour réaliser les opérations nécessaires, sans recourir à des prêts ni à des aides extérieures.

Pour un cimentier public, cette revendication pose une question plus large : l'entreprise a-t-elle seulement réussi une opération de maintenance ou commence-t-elle à retrouver une capacité autonome de financement de son outil industriel ?

Un contraste dans le ciment public

La comparaison avec les Ciments de Bizerte donne davantage de relief à l'annonce. Au deuxième trimestre 2026, la production de clinker de cette cimenterie était encore suspendue. La situation illustre les trajectoires industrielles contrastées des entreprises publiques du secteur. Il faut toutefois éviter de tirer de cette comparaison une conclusion financière prématurée. Les situations des deux cimenteries ne sont pas nécessairement comparables et le redémarrage d'une ligne ne suffit pas à établir un redressement économique durable.

Les chiffres devront confirmer le signal

Deux affirmations centrales restent en effet à vérifier indépendamment : la production « à pleine capacité » et le financement exclusivement sur ressources propres.

L'annonce disponible ne fournit ni volume de clinker effectivement produit depuis le redémarrage, ni coût des travaux, ni données financières permettant de mesurer l'effort d'investissement et son financement.

La reprise constitue donc un signal industriel important. Pour déterminer si Oum El Kélil a réellement changé de modèle économique, il faudra désormais observer la continuité de la production, les volumes réalisés et les prochains indicateurs financiers de l'entreprise.

Oum El Kélil produit-elle de nouveau du clinker à pleine capacité ?

La cimenterie l'affirme depuis le 16 septembre 2026 après des opérations de maintenance et de renouvellement d'équipements. Toutefois, aucune donnée indépendante de production accompagnant l'annonce ne permet, dans le corpus disponible, de confirmer le niveau exact atteint.

Easy Export

Le dispositif Easy Export en Tunisie, destiné à soutenir les exportations des PME, startups et artisans, permet une réduction pouvant atteindre 50 % des frais de transport postal, grâce au financement du CEPEX et du FOPRODEX. Malgré cet avantage, seulement 65 entreprises environ auraient adhéré au programme depuis octobre 2025, soulevant des interrogations sur son attractivité et son efficacité.

Piloté avec La Poste Tunisienne, Easy Export concerne notamment les produits artisanaux, alimentaires et agricoles, avec un poids maximal de 30 kg par colis. Des guichets uniques implantés dans 11 régions facilitent également les formalités douanières et postales.

Toutefois, plusieurs indicateurs restent indisponibles : valeur des exportations réalisées, destinations desservies, subventions mobilisées et répartition régionale des bénéficiaires.

L'enjeu consiste désormais à mesurer l'impact économique réel du dispositif et à identifier les obstacles limitant son adoption, afin d'améliorer l'accès des petites entreprises tunisiennes aux marchés internationaux.

Solaire et hydrogène |

La percée énergétique de l'Algérie



L'Algérie devrait afficher le rythme de croissance des énergies renouvelables le plus rapide d'Afrique entre 2026 et 2031. Mais entre prévisions, contrats et centrales effectivement raccordées, la concrétisation du programme reste l'indicateur décisif.

L'Algérie est appelée à devenir le marché renouvelable africain affichant la croissance la plus rapide sur la période 2026-2031. Selon l'étude continentale de Mordor Intelligence, sa capacité progresserait à un taux annuel composé de **42,51 %**, contre **15,62 %** pour l'ensemble du marché africain. La capacité renouvelable du continent passerait ainsi de **86,95 GW en 2026 à 179,66 GW en 2031**.

Cette performance reste toutefois une prévision. Pour mesurer la trajectoire réelle de l'Algérie, l'enjeu est désormais de suivre les capacités effectivement mises en service.

Un premier jalon concret a été franchi en 2026. Le ministère algérien de l'Énergie a annoncé en avril la mise en service de deux centrales solaires totalisant **400 MW**. Les autorités visaient également plus de **1 400 MW de capacités supplémentaires** sur l'ensemble de l'année.

L'Algérie est-elle déjà le marché des énergies renouvelables qui croît le plus vite en Afrique ? Non. Il s'agit d'une **prévision pour 2026-2031** de Mordor Intelligence. L'Algérie a commencé à concrétiser cette trajectoire avec 400 MW solaires mis en service en 2026, mais une grande partie du programme de 3 200 MW reste encore en phase d'exécution.

Le portefeuille de projets est nettement plus important. Sonelgaz avait signé en mars 2024 **19 contrats** pour la réalisation de **20 centrales photovoltaïques**, représentant une capacité cumulée de **3 000 MW** dans le cadre des programmes « 2 000 MW » et « Solar 1 000 ». Ces contrats couvrent notamment la construction, les équipements, les essais et la mise en service.

Le programme national prévoit par ailleurs une première phase de **3 200 MW**, répartie dans 14 wilayas, dans le cadre d'un objectif de **15 000 MW renouvelables à l'horizon 2035**.

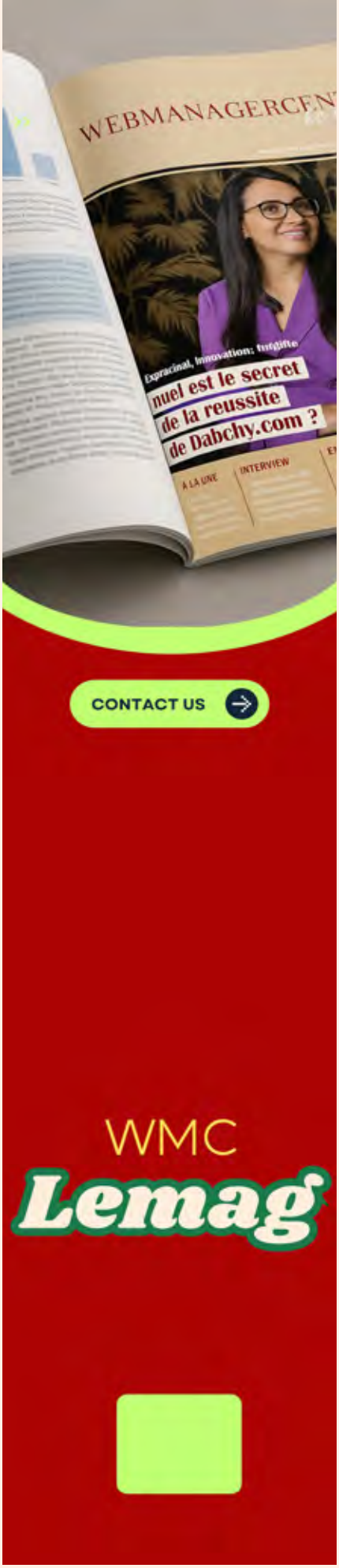
Le principal enjeu est donc le passage du portefeuille de projets aux mégawatts opérationnels. Les contrats signés constituent une étape importante, mais ils ne doivent pas être confondus avec des capacités déjà raccordées.

Pour confirmer la projection de croissance, trois indicateurs seront déterminants : la cadence des mises en service, le respect des calendriers de construction et la capacité à mobiliser les financements nécessaires aux futurs projets solaires et d'hydrogène vert.

en bref

Chiffres clés

- **42,51 % :** TCAC prévu des renouvelables en Algérie entre 2026 et 2031.
- **400 MW :** deux centrales solaires mises en service en 2026.
- **3 000 MW :** capacité des 20 centrales couvertes par les contrats Sonelgaz de mars 2024.
- **3 200 MW :** première phase du programme renouvelable national.
- **15 000 MW :** objectif national à l'horizon 2035.



DOSSIER

NOVEMBRE 2026 LE 260

ECOMONDO



L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE NE SE DÉCRÈTE PAS, ELLE SE CONSTRUIT

TRANSITION ÉCOLOGIQUE

COMPETITIVITE

INVESTISSEMENT

A LA UNE

Le grand défi n'est plus seulement technologique, il est économique

www.webmanagercenter.com

L'économie circulaire ne se décrète pas, elle se construit



Ecomondo 2026 vient de rappeler une évidence que les économies méditerranéennes ne peuvent plus ignorer : les déchets, l'eau et les matières premières ne sont pas seulement des sujets environnementaux. Ce sont désormais des questions de politique industrielle, de compétitivité et de souveraineté économique.

À Rimini, les technologies présentées donnent un aperçu de ce que pourrait devenir l'économie circulaire lorsqu'elle dépasse le stade des intentions. Des métaux récupérés dans les eaux industrielles, des huiles usagées transformées en nouvelles matières premières, des déchets organiques valorisés pour des usages agricoles : autant de possibilités de réintroduire dans le système productif des ressources autrefois perdues.

Mais le principal enseignement d'Ecomondo n'est pas technologique. Il est économique. Une machine performante ne crée pas, à elle seule, une filière industrielle. Il faut organiser la collecte, garantir la qualité des matières, financer le traitement et trouver des marchés capables d'absorber les produits recyclés.

L'exemple italien est instructif. D'un côté, des entreprises investissent dans la récupération de métaux stratégiques. De l'autre, les professionnels de la collecte textile alertent sur la fragilité d'un modèle dont les recettes commerciales ne couvrent plus suffisamment les coûts.

La leçon est claire : l'économie circulaire ne fonctionne durablement que lorsque

ses mécanismes financiers et industriels sont cohérents.
Pour la Tunisie, cette réflexion devrait être prioritaire.

Notre pays dispose d'activités industrielles concernées par le recyclage, le traitement des eaux, le textile, les déchets organiques et la valorisation des matières. Sa participation à Ecomondo témoigne d'un intérêt pour les solutions développées ailleurs.

Mais il serait insuffisant de mesurer les progrès au nombre d'entreprises présentes dans les salons ou à celui des rencontres professionnelles.

Les véritables indicateurs devraient être les volumes de déchets effectivement valorisés, les ressources économisées, les coûts industriels maîtrisés, les emplois créés et les investissements opérationnels.

La transition écologique ne doit pas devenir une nouvelle dépendance à des équipements importés sans développement parallèle des compétences, de la maintenance, de la recherche et des entreprises locales.

Elle peut, au contraire, constituer une occasion de renforcer notre tissu productif, à condition d'adopter une stratégie fondée sur des projets réalisables et évaluables.

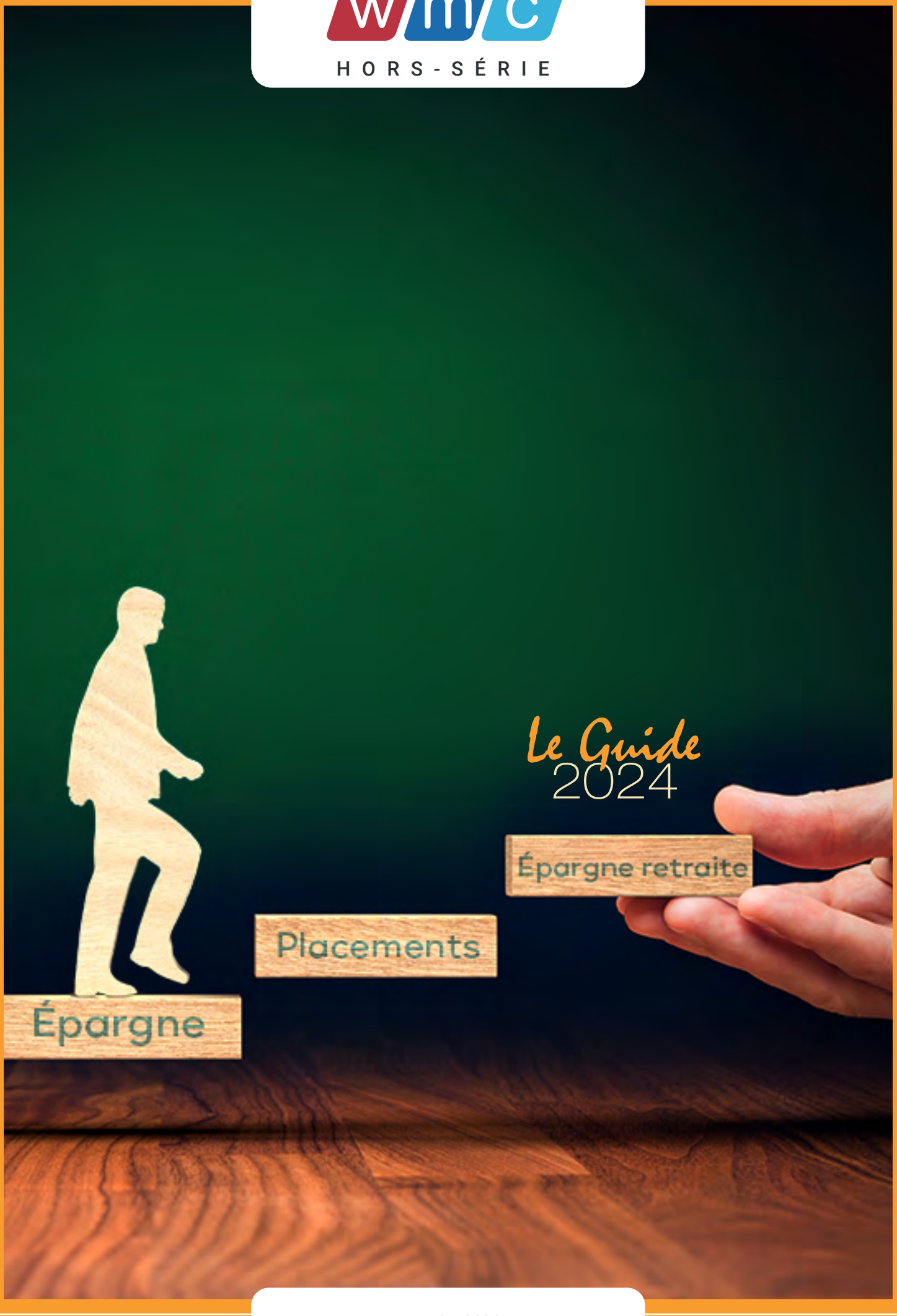
Cela suppose une coordination plus étroite entre pouvoirs publics, industriels, collectivités, universités et organismes de financement. Cela exige également une réglementation lisible, des mécanismes économiques adaptés et des données permettant de mesurer les résultats.

L'économie circulaire ne doit plus être considérée comme une politique périphérique de gestion des déchets. Elle mérite d'être intégrée au cœur de la stratégie industrielle tunisienne.

La question n'est plus seulement de savoir ce que nous pouvons recycler. Elle est de déterminer quelle valeur économique nous sommes capables de créer à partir des ressources que nous perdons aujourd'hui.



HORS-SÉRIE



Le Guide 2024

EDITION 2024

Edition : Février 2024

webmanagercenter.com

Ecomondo 2026 |

La transition écologique devient une affaire de compétitivité



Avec plus de 1 800 marques exposantes et plus de 10 000 rencontres d'affaires, Ecomondo 2026 confirme la place croissante de l'économie circulaire dans les stratégies industrielles. À Rimini, la question n'est plus seulement de réduire les déchets, mais de transformer les ressources récupérées en avantages économiques et commerciaux.

Une plateforme industrielle en pleine internationalisation

La 29e édition d'Ecomondo, organisée du 3 au 6 novembre 2026 à Rimini par Italian Exhibition Group (IEG), s'est achevée sur une progression de 14 % des présences internationales, contre 1 % pour les présences italiennes, selon le bilan communiqué par l'organisateur.

Le salon a réuni plus de 1 800 marques exposantes, dont 21 % étrangères, sur 171 000 m^2 d'exposition. Ces chiffres témoignent de l'intérêt commercial suscité par les technologies de l'économie verte, bleue et circulaire.

Mais le véritable indicateur économique se situe aussi dans l'intensité des échanges professionnels : plus de 10 000 rencontres d'affaires ont été

facilitées pendant les quatre journées.

La manifestation a accueilli 1 300 acheteurs invités et membres de délégations, dans le cadre d'une coopération avec le ministère italien des Affaires étrangères et l'Agence italienne pour le commerce extérieur.

Cette organisation traduit une évolution du rôle des salons environnementaux. Ils constituent désormais des espaces de prospection commerciale, de transfert technologique et de rapprochement entre industriels, chercheurs et investisseurs.

Le recyclage européen, une industrie stratégique

Cette transformation s'inscrit dans un marché déjà considérable.

Selon une étude réalisée par TEHA Group avec le consortium italien CONAI, présentée à Ecomondo, la filière européenne du recyclage génère un impact économique annuel estimé à 555 milliards d'euros, dont 222 milliards de valeur ajoutée, et soutient plus de trois millions d'emplois.

Ces estimations concernent l'ensemble de la filière européenne étudiée, et non l'activité économique générée par le salon.

Elles illustrent néanmoins le changement de perspective : les déchets ne représentent plus uniquement un coût environnemental. Leur traitement peut contribuer aux approvisionnements industriels, à la création de valeur et à la réduction de certaines dépendances aux matières premières importées.

Encore faut-il développer des marchés suffisamment stables pour les matières recyclées. Sans débouchés industriels, les investissements dans la collecte et les technologies de valorisation risquent de rencontrer leurs limites économiques.

L'Afrique intégrée aux nouvelles relations d'affaires

L'internationalisation d'Ecomondo s'est également traduite par la première participation du Mexique comme pays invité d'honneur, l'arrivée de onze start-up brésiliennes du secteur agroalimentaire et le lancement de l'Africa Investment HUB.

Ce dernier vise à faciliter les relations entre entreprises, institutions et organisations économiques africaines.

Pour les pays méditerranéens, l'intérêt de cette évolution réside dans les possibilités de coopération industrielle, notamment autour du recyclage, de la gestion de l'eau et des matières premières secondaires.
Ces échanges ne constituent toutefois pas, en eux-mêmes, des contrats ou des investissements réalisés.

À l'approche de son trentième anniversaire, prévu du 9 au 12 novembre 2027, Ecomondo devra donc confirmer sa capacité à transformer l'expansion de ses réseaux commerciaux en projets industriels mesurables.

en bref

Chiffres clés

- **+14 % :** progression des présences internationales annoncée par IEG.
- **Plus de 1 800** marques exposantes, dont 21 % étrangères.
- **Plus de 10 000** rencontres d'affaires facilitées.
- **171 000 m² :** surface d'exposition.
- **555 milliards d'euros/an :** impact économique européen estimé de la filière du recyclage, selon CONAI-TEHA.

Recyclage |

Le grand défi n'est plus seulement technologique, il est économique



Des métaux récupérés dans les eaux industrielles aux huiles usagées régénérées, Ecomondo 2026 a présenté plusieurs modèles de valorisation des déchets. Mais l'expérience italienne révèle une condition fondamentale : sans collecte organisée, financement durable et débouchés commerciaux, les innovations ne suffisent pas à construire une véritable économie circulaire.

Des déchets industriels transformés en ressources

À Ferrare, l'entreprise italienne Circular Materials développe une installation destinée à récupérer des métaux contenus dans les effluents industriels.

Distinguée lors des Lorenzo Cagnoni Awards d'Ecomondo 2026, elle prépare un investissement d'environ 30 millions d'euros dans une usine utilisant une technologie de traitement de l'eau à température et pression élevées.

Selon les éléments annoncés le 29 octobre dans le cadre de sa coopération avec A2A, l'installation est conçue pour traiter jusqu'à 20 000 tonnes d'effluents industriels par an et récupérer jusqu'à 1 000 tonnes de matières premières secondaires.

Nickel, cuivre et chrome figurent parmi les métaux concernés.

Ces capacités correspondent à des objectifs industriels, non à une production déjà constatée. Le projet devra démontrer ses performances à l'échelle d'une exploitation régulière.

Autre innovation distinguée à Rimini, RarEarth travaille sur la récupération des alliages utilisés dans les aimants permanents. L'objectif est de fabriquer de nouveaux composants industriels

à partir de matériaux déjà employés.

Les deux démarches répondent à une préoccupation commune: limiter la perte de ressources potentiellement réutilisables.

Le modèle des huiles usagées

L'expérience du consortium italien CONOU illustre une autre dimension de l'économie circulaire : l'organisation de la collecte.

Selon son bilan 2025, présenté en juin 2026, le dispositif italien a récupéré 194 500 tonnes d'huiles minérales usagées.

Plus de 98 % des volumes collectés ont été orientés vers la régénération pour produire de nouvelles bases lubrifiantes.
Ce pourcentage mesure l'orientation des huiles vers le traitement. Il ne représente pas le rendement final de transformation en produits commercialisables.

Le modèle repose sur une filière structurée associant collecte, acheminement et installations industrielles spécialisées.

Cette organisation est déterminante : une installation de recyclage ne peut fonctionner durablement sans approvisionnement régulier en déchets suffisamment bien triés.

La fragilité économique des textiles

La filière textile montre les limites d'un modèle dépendant de la valeur marchande des déchets.

À Rimini, l'association professionnelle italienne Assorecuperi a alerté sur la dégradation économique de la collecte des vêtements usagés.
La baisse des recettes tirées de la seconde main, conjuguée à l'augmentation des coûts logistiques, fragilise le financement du tri et du traitement.

L'association redoute une réduction de certains dispositifs de collecte dès 2027. Il s'agit d'un risque signalé par les professionnels, non d'une fermeture déjà décidée.

La directive européenne de septembre 2025 prévoit de renforcer la responsabilité financière des producteurs textiles, afin de soutenir l'organisation des filières de collecte et de traitement.

Trois conditions pour réussir

Ces expériences montrent qu'une économie circulaire efficace repose sur trois éléments complémentaires : la disponibilité des matières à traiter, la viabilité économique des installations et l'existence de clients pour les matériaux récupérés.

Pour les industriels tunisiens, ces enseignements dépassent la question des équipements à acquérir.

Le véritable défi consiste à développer des filières capables de financer toutes les étapes, de la collecte jusqu'à la vente des matières valorisées.

en bref

Chiffres clés

- **Progression 30 millions d'euros : i**nvestissement annoncé pour l'usine Circular Materials à Ferrare.
- **20 000 tonnes/an :** capacité maximale de traitement prévue.
- **1 000 tonnes/an :** récupération maximale annoncée de matières secondaires.
- **194 500 tonnes :** huiles minérales usagées collectées par CONOU en 2025.
- **Plus de 98 % :** part des huiles collectées orientées vers la régénération.

Ecomondo 2026 |

Pour la Tunisie, l'enjeu est de passer des partenariats aux investissements



Quarante entreprises tunisiennes ont participé à Ecomondo 2026, dont quatorze en qualité d'acheteurs internationaux. Recyclage, traitement de l'eau, valorisation des déchets et recherche figurent parmi les domaines explorés à Rimini. Mais la portée économique de cette présence dépendra de sa traduction en projets industriels, transferts de technologies et investissements.

Une présence tunisienne dans plusieurs filières

La participation tunisienne à la 29e édition d'Ecomondo a réuni des entreprises actives dans la gestion des déchets, le recyclage, le traitement de l'eau, la bioénergie et la dépollution des sols.

Selon les informations communiquées à l'agence TAP par l'organisateur de délégations Meda, quatorze entreprises ont participé au programme des acheteurs internationaux, avec des entretiens professionnels organisés à l'avance.

Vingt-six autres entreprises étaient présentes dans les délégations accompagnées notamment par l'UTICA et la Fédération tunisienne du textile et de l'habillement (FTTH).

Cette participation traduit un intérêt pour les nouvelles solutions environnementales, mais ne permet pas encore de mesurer des retombées commerciales.

L'enjeu est d'identifier les technologies réellement adaptées aux contraintes financières, énergétiques et industrielles des entreprises tunisiennes.

L'eau devient une question de compétitivité

La gestion des ressources hydriques a occupé une place

importante dans la coopération euro-africaine présentée à Rimini. Lors de la sixième édition de l'Africa Green Growth Forum, Anis Gharbi, directeur des structures nationales de l'UTICA, a défendu la création d'un réseau africain de gestion de l'eau sous l'égide des grandes organisations économiques.

L'objectif évoqué est de favoriser des projets communs, des solutions innovantes et une coopération sectorielle renforcée. Pour les entreprises tunisiennes, la réutilisation des eaux traitées peut constituer une piste de réduction des prélèvements et de sécurisation de certaines activités industrielles.

La question dépasse cependant le choix d'une technologie : elle implique le financement des installations, leur entretien, la qualité de l'eau produite et un cadre réglementaire adapté.

À l'échelle internationale, l'initiative Water Forward, lancée en avril 2026 avec la Banque mondiale et ses partenaires, vise à améliorer la sécurité hydrique de plus d'un milliard de personnes d'ici 2030. La contribution propre annoncée par le Groupe de la Banque mondiale concerne 400 millions de personnes.

Ces objectifs globaux ne constituent pas des financements attribués à la Tunisie.

Textile, recyclage et recherche : plusieurs pistes

La FTTH a participé pour la troisième année consécutive à Ecomondo avec quatorze entreprises.

Les échanges ont notamment porté sur le recyclage textile, la réduction des consommations d'eau et les technologies de traitement des effluents industriels.

L'innovation tunisienne était également représentée par TunChar, projet de recherche d'Abdelhalim Latrach consacré à la transformation de déchets organiques en biochar.

Le projet envisage, à terme, de traiter plus de 40 000 tonnes de déchets par an. Ses capacités annoncées restent conditionnées à la validation technique et économique d'une phase pilote.
Ces démarches soulignent le potentiel de rapprochement entre entreprises, recherche universitaire et partenaires technologiques.

Après Rimini, la question des résultats

Le lancement de l'Africa Investment HUB et les discussions autour du Plan Mattei renforcent les possibilités de rencontres entre acteurs africains et européens.

Mais une participation à un salon ne constitue pas, à elle seule, une politique industrielle.

Pour la Tunisie, l'étape décisive sera d'identifier les partenariats effectivement conclus, les financements mobilisés, les installations réalisées et leurs performances économiques.

C'est à travers ces résultats que pourra être appréciée la contribution d'Ecomondo au développement d'une économie circulaire tunisienne.

en bref

Chiffres clés

- **40 entreprises tunisiennes** présentes à Ecomondo 2026, selon la TAP.
- **14 entreprises** inscrites parmi les acheteurs internationaux.
- **26 entreprises** présentes dans les délégations accompagnées.
- **14 entreprises** textiles participant avec la FTTH, selon la TAP.
- **Plus de 40 000 tonnes/an :** objectif de traitement envisagé par TunChar, non réalisé à ce stade.

IA |

La société à un milliard de dollars et dix salariés n'est plus une idée aussi extravagante



Sam Altman dit que nous verrons bientôt des entreprises de dix personnes valant un milliard de dollars. Peut-être même, à terme, des entreprises d'une seule personne.

Et il ajoute que, s'il avait 22 ans aujourd'hui, il se sentirait comme « le gamin le plus chanceux de l'histoire ».

Il a probablement raison sur un point essentiel.

Jamais un individu n'a disposé d'autant de puissance productive pour aussi peu de capital.

Mais il faut immédiatement écarter le bruit qui entoure ce constat.

Non, l'intelligence artificielle n'est pas une machine magique permettant de transformer une heure de travail en 10 000 dollars de revenus mensuels.

«Pendant longtemps, la croissance d'une entreprise impliquait davantage de salariés, de bureaux et de capital. L'IA commence à casser cette équation.»

Cette promesse appartient au marketing des réseaux sociaux, pas à l'économie réelle.

Ce que l'IA change est à la fois moins spectaculaire et beaucoup plus profond.

Elle change l'échelle.

Un entrepreneur seul peut désormais écrire du code, produire des visuels, analyser un marché, préparer une campagne commerciale, rédiger des offres, automatiser une partie de son service client et tester plusieurs idées dans la même journée.

Ce qui exigeait hier une équipe devient parfois accessible à une personne.

Voilà la vraie rupture.

Pendant longtemps, la croissance d'une entreprise impliquait presque mécaniquement davantage de salariés, davantage de bureaux, davantage de management et davantage de capital.

L'IA commence à casser cette équation.

Demain, la question ne sera plus seulement : combien de personnes travaillent dans cette entreprise ?

Elle sera : combien de valeur chacune de ces personnes est-elle capable de produire ?

C'est un bouleversement majeur pour les entrepreneurs, mais aussi pour les économies qui manquent de capitaux.

Et c'est là que la Tunisie devrait regarder le phénomène avec beaucoup plus d'attention.

Nous passons trop de temps à penser l'entrepreneuriat à travers les contraintes de notre marché intérieur : faiblesse du financement, taille limitée de la demande, difficultés d'accès à certains marchés.

L'IA ne supprime aucune de ces contraintes.

Mais elle peut permettre à une petite équipe tunisienne de fonctionner avec une structure de coûts beaucoup plus légère et de vendre bien au-delà de la Tunisie. Un développeur à Tunis peut servir des clients à Paris, Dubaï ou Abidjan.

Une agence de trois personnes peut produire ce qui en nécessitait dix.

Un consultant peut automatiser une partie de son travail et doubler sa capacité de production.

C'est là que se trouve l'opportunité.

Pas dans la promesse absurde de devenir riche en un week-end.

Le prochain avantage compétitif ne sera d'ailleurs probablement pas la maîtrise de l'IA elle-même. Tout le monde finira par avoir accès aux mêmes modèles, aux mêmes agents et aux mêmes outils.

“Une agence de trois personnes peut aujourd'hui produire ce qui en nécessitait dix, permettant à des équipes locales d'adresser des marchés mondiaux.”

La différence se fera ailleurs : dans la compréhension d'un marché, la confiance des clients, la distribution, la vitesse d'exécution et la capacité à résoudre un problème pour lequel quelqu'un accepte réellement de payer.

«L'IA démocratise la capacité de production, mais elle ne démocratise ni le talent commercial, ni la pertinence d'une bonne idée.»

L'IA démocratise la production.

Elle ne démocratise pas automatiquement le talent commercial.

Et elle ne dispense certainement pas d'avoir une bonne idée.

C'est pourquoi la phrase la plus intéressante de Sam Altman n'est peut-être pas celle sur l'entreprise d'un milliard de dollars.

C'est celle sur les jeunes de 22 ans. Car leur véritable privilège n'est pas de disposer d'un chatbot.

C'est de pouvoir commencer une entreprise avec un niveau d'effet de levier qui aurait semblé inconcevable à la génération précédente.

Le milliard de dollars fera les gros titres.

Mais la véritable révolution sera ailleurs : des milliers de petites entreprises capables de produire beaucoup plus avec beaucoup moins.
Et ceux qui comprendront cela avant les autres n'auront pas besoin d'attendre la prochaine licorne pour en profiter.

en bref

- **Rupture d'échelle :** L'IA redéfinit le rendement de la force de travail individuelle sans nécessiter d'infrastructures lourdes.
- **Fin du lien croissance-effectif :** La création de valeur s'affranchit désormais de l'obligation d'embauches massives.
- **Opportunité géographique :** Les pays émergents comme la Tunisie peuvent adresser des marchés mondiaux avec des coûts fixes réduits.
- **Commoditisation de l'outil :** La possession des algorithmes ne garantit plus un avantage concurrentiel durable.
- **Revalorisation des fondamentaux :** La stratégie commerciale, la distribution et la confiance client deviennent les vrais différenciateurs.



Télé-radiologie

La téléradiologie en Tunisie franchit une étape majeure avec plus de 120 000 examens d'imagerie médicale réalisés à distance en un an, selon le ministre de la Santé, Mustapha Ferjani, lors de Telehealth Connect 2026. Ce volume représente environ 10 000 examens mensuels et 329 actes quotidiens, selon les calculs de WMC.

Le dispositif couvrirait désormais 32 hôpitaux fonctionnant 24h/24, un chiffre restant à confirmer, après 26 établissements recensés en août et 30 annoncés ultérieurement.

Cette progression marque le passage d'une phase expérimentale à une infrastructure opérationnelle permettant aux spécialistes d'interpréter les examens à distance, sans déplacement des patients.

Toutefois, les bénéfices économiques et sanitaires restent à évaluer : réduction des délais de diagnostic, économies sur les transferts hospitaliers et amélioration de l'accès aux spécialistes.

L'enjeu consiste désormais à mesurer précisément les performances du réseau, sa couverture territoriale et son impact sur la qualité des soins.

MONÉTIQUE TUNISIENNE

La croissance continue, mais les espèces dominent encore

Tunisie — 9 premiers mois de 2026 | Source : Banque centrale de Tunisie



135,7 MILLIONS
D'OPÉRATIONS MONÉTIQUES

+10,5 %

24,43 milliards DT	6,493 millions cartes bancaires	45 900 TPE	3 333 DAB/GAB
+11,1 %	+11 %	+6,5 %	+1 %

RÉPARTITION DES OPÉRATIONS



Paiements : **44 %**

Retraits d'espèces : **56 %**

EN VALEUR

Paiements : **26 %**

Retraits d'espèces : **74 %**

PART DES PAIEMENTS

40 % des opérations en septembre 2025

44 % des opérations en 2026



En valeur : **25 % → 26 %**

La carte bancaire gagne du terrain comme instrument de règlement, mais le retrait d'espèces reste dominant.

LE SIGNAL CLÉ

La croissance du parc monétique constitue une avancée mesurable. La réduction de la dépendance aux espèces reste un chantier ouvert.

PAIEMENTS NUMÉRIQUES

Les paiements numériques accélèrent en Tunisie

Tunisie — 9 premiers mois de 2026 | Source : Banque centrale de Tunisie



18 MILLIONS DE PAIEMENTS EN LIGNE

+27 %

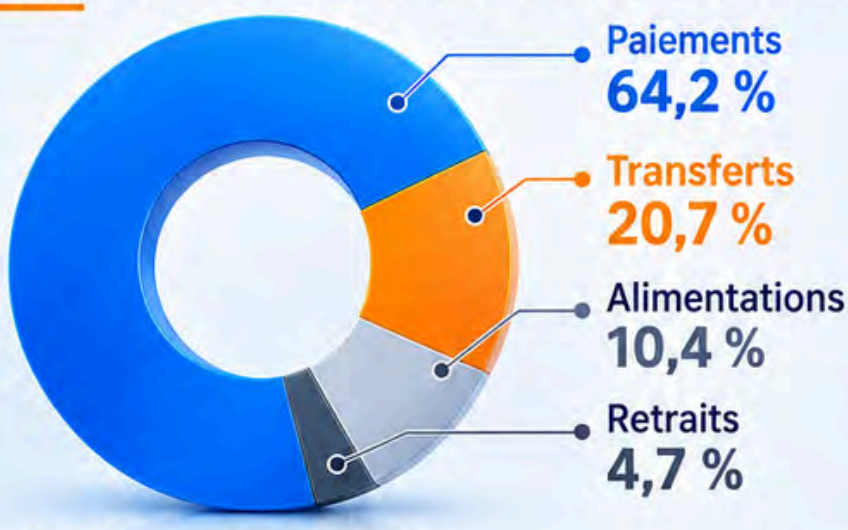
1,229 milliard DT
paiements en ligne
+24,1 %

1 552
sites marchands actifs
+27,6 %

41,3 millions
paiements de proximité
+18,6 %

719 000
wallets
+53,3 %

RÉPARTITION DES OPÉRATIONS MOBILES



EN VALEUR

1,355 milliard DT
de transactions mobiles
+6,6 %

7,1 millions d'opérations
+20 %

LES TROIS MOTEURS

E-commerce
18 M opérations
1,229 Md DT

Proximité
41,3 M opérations
5,144 Md DT

Mobile
7,1 M opérations
1,355 Md DT



La progression simultanée de l'e-commerce, des paiements de proximité et du mobile dessine un paysage plus diversifié.

LE SIGNAL CLÉ

Reste à mesurer dans quelle proportion ces outils deviennent des instruments de paiement réguliers, au-delà de leur seule disponibilité.

PAIEMENTS TRADITIONNELS

Virements et prélèvements progressent, les chèques reculent

Tunisie — 9 premiers mois de 2026 | Source : Banque centrale de Tunisie



45,5 MILLIONS D'OPÉRATIONS TÉLÉCOMPENSÉES

+4,8 %

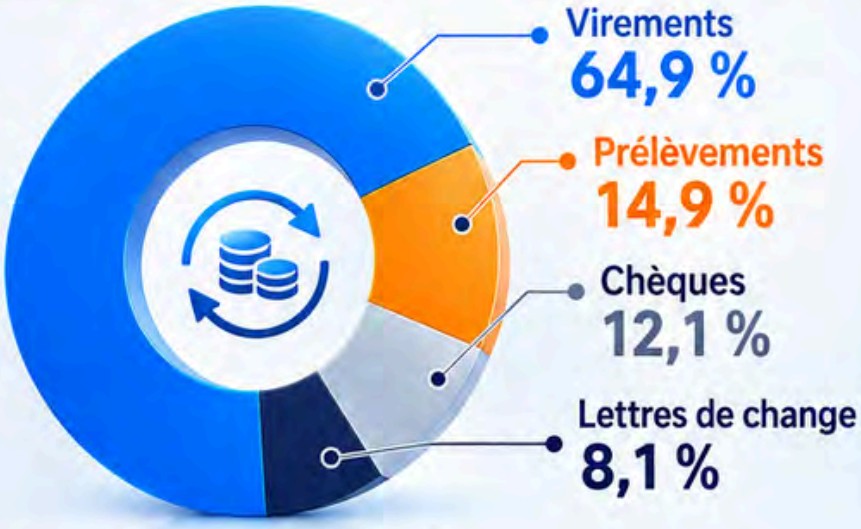
168,55 milliards DT
montants traités
+4,7 %

29,5 millions
virements
64,9 % du total

5,5 millions
chèques
-7,6 %

333 939
transactions
Elyssa-RTGS
+4,8 %

RÉPARTITION DES OPÉRATIONS TÉLÉCOMPENSÉES



TAUX DE REJET EN NOMBRE

Prélèvements : **49,3 %**

Lettres de change : **9,4 %**

Chèques : **0,9 %**

Virements : **0,1 %**

LES INSTRUMENTS CLÉS

Virements
29,5 M opérations
62,75 Md DT

Chèques
5,5 M opérations
37,28 Md DT

Prélèvements
6,8 M opérations
+13,8 %

Les écarts de rejet soulignent la nécessité de distinguer progression des volumes et qualité du règlement.

Lettres de change : +8,7 % en nombre | +8,3 % en valeur

LE SIGNAL CLÉ

La modernisation des paiements ne dépend pas uniquement de leur croissance, mais aussi de la fiabilité et de l'efficacité des circuits de règlement.

Tunisie 2050 |

Le plan qui peut changer notre manière d'habiter, de travailler et d'investir



Où créer demain une zone industrielle ? Quelle ville faut-il mieux connecter au réseau ferroviaire ? Où concentrer les nouveaux logements, les services publics et les investissements ? Derrière ces questions se prépare actuellement un document dont les effets pourraient concerner tous les Tunisiens : le troisième Schéma directeur d'aménagement du territoire.

Un plan d'aménagement du territoire peut sembler très éloigné des préoccupations quotidiennes. Pourtant, derrière ses cartes, ses diagnostics et ses scénarios se trouve une question beaucoup plus simple : dans

quelle Tunisie voulons-nous vivre demain ?

La première phase de l'étude consacrée au troisième Schéma directeur d'aménagement du territoire national vient d'être présentée dans le cadre d'ateliers régionaux. Cette étape a notamment évalué les deux expériences précédentes, celles de 1985 et 2007, analysé les dynamiques territoriales tunisiennes et étudié plusieurs expériences internationales.

L'enjeu est désormais de préparer une vision territoriale adaptée aux transformations économiques, démographiques, environnementales et institutionnelles du pays.

Une carte du pays, mais surtout une carte des opportunités

L'aménagement du territoire ne consiste pas seulement à décider où construire.

Il cherche à organiser la relation entre les lieux où vivent les populations, ceux où se créent les emplois, les infrastructures qui les relient, les ressources disponibles et les équipements dont dépend la qualité de vie.

Pour une entreprise, la localisation d'une zone d'activités, d'une route ou d'une liaison ferroviaire peut modifier l'attractivité d'un territoire. Pour un ménage, les mêmes décisions peuvent déterminer le temps nécessaire pour rejoindre un emploi, un établissement de santé, une université ou un service public.

C'est pourquoi un schéma national d'aménagement est aussi un sujet économique et social.

Il pose une question essentielle : les investissements futurs contribueront-ils à réduire les distances et les inégalités territoriales, ou reproduiront-ils les déséquilibres existants ?

Pourquoi le Schéma directeur d'aménagement du territoire concerne-t-il directement les citoyens ?

Parce qu'il doit organiser à long terme la répartition des activités, infrastructures et grands équipements sur le territoire. Ses orientations peuvent donc influencer l'accès aux emplois, aux transports et aux services, ainsi que l'attractivité économique des régions et la gestion des ressources naturelles.

Le diagnostic met déjà en évidence des fractures

Les résultats rapportés de la première phase font apparaître plusieurs défis : persistance des disparités entre littoral et intérieur, difficultés de coordination entre planification territoriale et politiques sectorielles, pression sur les ressources hydriques, urbanisation, transition écologique, compétitivité économique et gouvernance territoriale.

Ce diagnostic donne au futur schéma une portée qui dépasse largement l'urbanisme.

Planifier une route sans penser aux bassins d'emploi, développer une ville sans anticiper ses besoins en eau, créer une zone économique sans connexion logistique suffisante ou concentrer les services dans des territoires déjà attractifs peut produire des effets pendant plusieurs décennies.

L'aménagement du territoire consiste précisément à essayer de mettre ces décisions en cohérence.

Le citoyen devrait donc regarder les cartes

Pour le citoyen, l'intérêt d'un SDAT n'est pas de connaître la terminologie des urbanistes. Il est de comprendre ce que les cartes et les arbitrages peuvent signifier pour son territoire.

Où seront renforcées les infrastructures ? Quels territoires pourront accueillir de nouvelles activités ? Comment les régions intérieures seront-elles connectées aux marchés et

aux grands pôles économiques ? Comment intégrer la contrainte hydrique ? Comment accompagner l'expansion des villes sans aggraver la pression sur les ressources et les équipements?

À ce stade, ces questions ne doivent pas être confondues avec des décisions déjà prises. La première phase constitue essentiellement un travail d'évaluation, de diagnostic et de comparaison. Les scénarios et choix futurs doivent encore être élaborés.

C'est précisément pour cette raison que le dossier mérite d'être suivi maintenant.

Du schéma à la réalité : le vrai test

La Tunisie ne part pas de zéro. Les travaux actuels évaluent justement les expériences précédentes et les difficultés rencontrées en matière de gouvernance et d'exécution.

Le véritable enjeu ne sera donc pas seulement la qualité du futur document, mais sa capacité à devenir un cadre de coordination des politiques publiques.

Car une carte, aussi ambitieuse soit-elle, ne crée ni route, ni emploi, ni investissement.

Elle peut en revanche déterminer une cohérence : celle qui permet de savoir **où investir, pourquoi, dans quel ordre et au service de quel équilibre territorial.**

Le troisième Schéma directeur pourrait ainsi devenir bien davantage qu'un document technique. À l'horizon 2050, il pose une question profondément citoyenne : **quelle géographie des opportunités la Tunisie veut-elle construire pour la prochaine génération ?**

en bref

Chiffres clés

- 3e version du schéma national actuellement en préparation.
- Les 2 versions précédentes évaluées dans la première phase sont celles de 1985 et 2007.
- Le travail technique et les consultations doivent s'étendre sur 38 mois, selon les responsables du projet.
- Les rencontres territoriales concernent les 5 régions/ districts du nouveau découpage, tandis que l'horizon indiqué dans les documents préparatoires officiels est 2050.



IA, ÉDUCATION ET JEUNESSE |

Nos enfants pensent-ils encore sans ChatGPT ?



Alors que l'intelligence artificielle s'impose dans le quotidien des jeunes, la gratuité et la rapidité de l'accès à l'information posent une question fondamentale : assistons-nous à une simple évolution d'outils ou à une délégation progressive de l'effort cognitif ? Face au risque d'une automatisation de la pensée, l'enjeu éducatif et sociétal devient prioritaire.

1. La tentation de l'instantanéité cognitive

Obtenir une dissertation, résoudre une équation ou rédiger un message ne prend désormais que quelques secondes. Pour les jeunes générations, cet accès immédiat est perçu comme une opportunité extraordinaire. Toutefois, un changement invisible s'opère : que devient l'apprentissage du doute, de l'effort et du raisonnement lorsque la réponse devance quasi systématiquement la réflexion ? Dans les échanges quotidiens, une expression s'impose peu à peu comme un argument d'autorité : « ChatGPT a dit que… ».

Le véritable risque ne réside pas

dans la réponse livrée par la machine, mais dans les étapes intellectuelles qu'elle élimine. Historiquement, l'apprentissage reposait sur la recherche, le tâtonnement, l'erreur et la confrontation des sources. En réduisant drastiquement le coût de l'effort intellectuel, l'IA générative n'interdit pas de réfléchir, mais rend le fait de ne pas le faire d'une facilité déconcertante.

2. Le diagnostic des institutions : l'alerte sur l'apprentissage

L'OCDE attire l'attention sur ce paradoxe : l'usage d'une IA générative généraliste peut certes améliorer la qualité immédiate d'un devoir, sans pour autant garantir un apprentissage équivalent. Lorsque l'outil remplace l'effort cognitif au lieu de l'accompagner, il favorise un désengagement progressif et une forme de « paresse métacognitive ». Il devient ainsi possible d'afficher de meilleurs résultats scolaires tout en assimilant moins de compétences réelles.

Par ailleurs, l'interlocuteur conversationnel diffère structurellement d'un moteur de recherche classique. L'UNICEF souligne que les adolescents ne consultent plus seulement l'IA pour s'informer, mais pour dialoguer, chercher conseil, voire structurer des dimensions relationnelles et émotionnelles. Cette dynamique soulève des interrogations profondes sur la construction de l'identité et du sens critique à un âge particulièrement vulnérable.

3. Réinventer la posture face à la machine

L'intelligence artificielle s'insère dans un écosystème numérique déjà saturé par les formats courts, les algorithmes de recommandation et le défilement continu. La surinformation ne demande plus seulement à être cherchée ; elle est désormais synthétisée et interprétée automatiquement par des algorithmes.

L'interdiction pure et simple apparaissant irréaliste et contre-productive, la solution réside dans la méthode d'hybridation. L'IA présente des atouts indéniables pour expliquer un concept complexe ou soutenir un élève en difficulté. Pour préserver l'autonomie intellectuelle, de nouvelles habitudes d'usage doivent émerger : réfléchir avant de solliciter la machine, vérifier systématiquement ses sources et transformer le chatbot en sparring-partner critique plutôt qu'en substitut de la pensée humaine.

en bref

- **Révolution de l'effort :** L'accès immédiat aux réponses d'IA réduit considérablement l'habitude du tâtonnement et du raisonnement autonome chez les jeunes.
- **Mise en garde de l'OCDE :** L'amélioration des résultats scolaires immédiats via l'IA peut masquer une perte d'apprentissage réel et susciter une « paresse métacognitive ».
- **Dimension relationnelle :** Selon l'UNICEF, l'interaction conversationnelle dépasse la simple recherche documentaire pour toucher le conseil personnalisé et la construction émotionnelle.
- **Amplification systémique :** L'IA s'ajoute à un environnement numérique (TikTok, Reels) déjà caractérisé par la captation d'attention et la consommation passive.
- **Pédagogie active :** L'enjeu consiste à transformer l'IA en partenaire de débat et de clarification plutôt qu'en délégué de l'effort intellectuel.

Tunisie |

93 000 naissances de moins en huit ans, qui financera demain les retraites ?



La Tunisie aurait enregistré en huit ans une chute spectaculaire de sa fécondité et de ses naissances. Derrière ce basculement démographique apparaît une question beaucoup plus économique : avec moins de futurs actifs et une population vieillissante, comment évolueront demain les équilibres de la protection sociale et des retraites ?

La donnée dépasse largement le champ de la médecine reproductive. Selon des chiffres de l'Institut national de la statistique rapportés samedi par La Presse, l'indice synthétique de fécondité est passé de 2,4 enfants par femme en 2016 à 1,5 en 2024. Dans le même temps, le nombre annuel de naissances est passé de 219 441 à 126 401. Cela représente 93 040 naissances de moins, soit une baisse de 42,4 % en huit ans selon le calcul de WMC. Le taux de natalité aurait parallèlement reculé de 19,4 à 10,6 pour mille.

Une rupture démographique déjà visible

La tendance est corroborée par les travaux publiés en mai 2026 par l'Institut national d'études démographiques. L'INED situe l'indice tunisien à 1,58 enfant par femme en 2023 et estime qu'il pourrait avoir atteint 1,53 en 2024. La question n'est donc plus seulement celle du nombre d'enfants par famille. Une baisse

durable des naissances finit, avec un décalage de plusieurs décennies, par modifier la structure par âge de la population. Moins de naissances aujourd'hui signifie potentiellement moins d'entrants sur le marché du travail demain. Parallèlement, le vieillissement augmente le poids relatif des classes d'âge plus élevées.

Le deuxième signal : 330 000 cas de démence en 2050 ?

Un autre indicateur donne la mesure du défi. Les projections du Global Burden of Disease évoquées cette semaine en Tunisie évaluent à environ 330 000 le nombre de personnes qui pourraient vivre avec une démence en 2050, contre environ 95 000 en 2019.

Il faut distinguer les deux données : la baisse des naissances est une évolution démographique observée, tandis que les 330 000 cas de démence constituent une projection sanitaire assortie d'incertitudes.

Mais leur rapprochement dessine un même enjeu de planification : celui d'une Tunisie susceptible de compter proportionnellement moins de jeunes et davantage de personnes âgées nécessitant retraites, soins ou accompagnement.

Pourquoi la baisse de la fécondité peut-elle affecter les retraites en Tunisie ? Une baisse durable des naissances peut réduire à terme les générations entrant sur le marché du travail alors que le vieillissement augmente le nombre de personnes âgées. L'effet exact sur les retraites dépend toutefois aussi de l'emploi, des salaires, des migrations, de l'informalité et des règles des régimes sociaux.

Et les retraites ?

C'est ici que le sujet devient économique.

Si la population en âge de travailler se contracte à terme relativement à la population âgée, la question du rapport entre cotisants et bénéficiaires des systèmes sociaux devient centrale. Mais les chiffres de fécondité ne suffisent pas, à eux seuls, à mesurer l'effet futur sur les finances de la CNSS ou de la CNRPS.

Emploi, chômage, salaires déclarés, taux d'activité, migration, informalité, règles de cotisation et paramètres des régimes pèseront également sur l'équation.

La chute des naissances constitue donc moins un verdict sur les retraites qu'un signal d'alerte de long terme. La prochaine étape consiste à mesurer précisément comment cette nouvelle démographie modifiera la population active et le ratio entre cotisants et bénéficiaires.

Car les enfants qui ne naissent plus aujourd'hui sont aussi, dans vingt ou trente ans, des actifs potentiels en moins. C'est désormais cette équation démographique, économique et sociale que la Tunisie doit commencer à chiffrer.

en bref

- **2,4 → 1,5** enfant par femme entre 2016 et 2024, selon les données INS rapportées par La Presse.
- **219 441 → 126 401** naissances annuelles.
- **93 040** naissances de moins en huit ans.
- **−42,4 % :** baisse calculée par WMC du nombre annuel de naissances.
- **19,4 ‰ → 10,6 ‰ :** évolution rapportée du taux de natalité.
- **≈330 000** personnes atteintes de démence en 2050 : projection, et non prévision certaine.

Les cas de démence pourraient être multipliés par 3,5



La Tunisie pourrait compter près de 330 000 personnes vivant avec une démence en 2050, contre environ 95 000 en 2019 selon les projections du Global Burden of Disease. Une évolution qui place le vieillissement, les soins et l'accompagnement des familles au cœur des politiques publiques.

Le chiffre donne la mesure du défi: **95 059 personnes** vivaient avec une démence en Tunisie en 2019 selon les estimations du Global Burden of Disease. À l'horizon 2050, leur nombre pourrait atteindre **329 849**, soit une augmentation d'environ **247 %** et près de **3,5 fois** le niveau estimé en 2019.

Cette trajectoire doit toutefois être maniée avec précaution. Il s'agit d'une **projection**, et non du décompte certain des futurs malades. Elle concerne également l'ensemble des démences et ne doit pas être assimilée au seul nombre de personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Un enjeu qui dépasse le système de soins

La question est aussi économique et sociale. Avec le vieillissement démographique, davantage de familles pourraient être confrontées à des besoins prolongés de surveillance, d'accompagnement et de soins. Une partie de cette charge repose traditionnellement sur les proches, avec des conséquences possibles sur leur disponibilité professionnelle et leurs ressources.

La montée attendue des troubles neurocognitifs pose donc plusieurs questions : la Tunisie dispose-t-elle de capacités suffisantes pour le diagnostic précoce ? Comment développer la prise en charge gériatrique et neurologique ? Quels dispositifs prévoir pour accompagner les aidants familiaux ?

Combien de personnes pourraient vivre avec une démence en Tunisie en 2050? Selon les projections du Global Burden of Disease, **329 849 personnes** pourraient vivre avec une démence en Tunisie en 2050, contre **95 059 estimées en 2019**. Il s'agit d'une prévision assortie d'incertitudes, et non d'un décompte certain des futurs malades.

Mesurer avant de planifier

Une difficulté demeure : la connaissance précise de la situation nationale. L'Association tunisienne de lutte contre Alzheimer souligne l'absence d'un registre national Alzheimer opérationnel et appelle elle-même à interpréter prudemment les estimations disponibles.

La projection de **330 000 cas** n'annonce donc pas une fatalité. Elle constitue surtout un signal de planification. Anticiper 2050 suppose de mesurer plus précisément la situation actuelle, d'organiser les parcours de soins et de mieux intégrer les aidants dans les politiques de santé et de dépendance.

en bref

- **95 059 personnes :** estimation des cas de démence en Tunisie en 2019.
- **329 849 :** projection pour 2050.
- **+247 % :** progression projetée entre 2019 et 2050.
- **≈ 3,5 fois :** multiplication du nombre de cas sur la période.



Tourisme

Le tourisme tunisien en 2025 confirme le poids des marchés traditionnels, notamment la France, avec 1,143 million de touristes français, première clientèle européenne du pays. À l'inverse, la Chine ne représente qu'environ 28 000 visiteurs, soit un rapport indicatif de 41 Français pour un Chinois.

Sur plus de 11 millions de visiteurs accueillis en Tunisie en 2025, les marchés maghrébins dominent avec 6,4 millions d'arrivées, suivis des clientèles européennes, estimées à 3,2 millions, dont près de 36 % de Français.

Cette concentration géographique souligne les enjeux de diversification du tourisme tunisien. Si la France demeure un marché stratégique, la Chine constitue une opportunité de développement encore largement sous-exploitée.

L'objectif consiste à consolider les marchés historiques tout en attirant de nouvelles clientèles internationales, afin de renforcer la résilience du secteur touristique, d'élargir ses débouchés et de réduire sa dépendance aux principaux marchés émetteurs.

BBA — République du Bonheur Économique

Intelligence artificielle et emploi



Quand l'IA s'embauche, le moral reste en poste.

Le Ministère de l'Économie Comportementale annonce le Plan de Coactivité Harmonisée : chaque poste assisté par intelligence artificielle bénéficiera d'un supplément officiel de sérénité professionnelle. Les tâches répétitives seront confiées aux algorithmes, tandis que les humains se consacreront à la coordination, à la créativité et à l'art délicat de paraître indispensables. Cible annoncée : +12 points de BBA social d'ici la prochaine réforme.

Votre métier sera-t-il remplacé… ou promu au rang de superviseur optimiste ?

Derrière le chômage à 14,9 %, 76 600 femmes actives de moins en trois mois



Le taux de chômage tunisien recule légèrement au deuxième trimestre 2026. Mais derrière ce 14,9 %, les données de l'INS révèlent un mouvement beaucoup plus marqué : la population active féminine diminue de 76 600 personnes en trois mois. Un signal majeur dont les causes restent encore à établir.

À première vue, le marché du travail tunisien s'améliore légèrement. Le taux de chômage passe de **15 % au premier trimestre à 14,9 % au deuxième trimestre 2026**. Le nombre de chômeurs recule également, de 641 700 à 622 400 personnes.

Mais cette évolution masque une autre dynamique : la population active totale tombe de **4,268 millions à 4,1905 millions**, soit **77 500 actifs de moins** en trois mois.

Une contraction presque entièrement féminine

La ventilation par sexe change radicalement la lecture.

La population active féminine passe de **1,3794 million à 1,3028 million**, soit une contraction de 7**6 600 personnes**. Chez les hommes, la baisse est d'environ 1 000.

Par calcul WMC, les femmes représentent donc **98,8 % de la contraction nette de la population** active entre les deux trimestres.
L'emploi évolue dans la même direction. Le nombre de femmes occupées passe de **1,0941 million à 1,0221 million**, soit environ **72 000 de moins**. Dans le même temps, l'emploi masculin augmente de **13 800 personnes**.

Ces chiffres doivent toutefois être formulés avec précision : l'enquête mesure des populations à deux dates. Elle ne permet pas d'affirmer que **76 600 femmes** identifiées ont individuellement « quitté » le marché du travail ni que **72 000 postes** précis ont été supprimés.

Pourquoi la baisse du chômage tunisien peut-elle être trompeuse ? Parce qu'entre T1 et T2 2026, le taux recule à 14,9 % alors que la population active diminue de 77 500 personnes. Les femmes représentent 98,8 % de cette contraction nette, ce qui impose de lire conjointement chômage, emploi et participation au marché du travail.

Le taux de chômage ne raconte qu'une partie de l'histoire

Pourquoi la baisse du chômage tunisien peut-elle être trompeuse ? Parce qu'entre T1 et T2 2026, le taux recule à 14,9 % alors que la population active diminue de 77 500 personnes. Les femmes représentent 98,8 % de cette contraction nette, ce qui impose de lire conjointement chômage, emploi et participation au marché du travail.

Autre paradoxe : alors que le taux national baisse, le chômage féminin passe de 20,7 % à 21,6 %. Chez les diplômés du supérieur, l'écart est encore plus spectaculaire. Le taux de chômage des femmes diplômées grimpe de 32 % à 35,6 %, tandis que celui des hommes diplômés reste stable à 14,2 %.

Le taux de chômage apparaît ainsi insuffisant, pris isolément, pour mesurer la mobilisation du capital humain disponible. Une diminution de la population active peut modifier cet indicateur sans traduire une amélioration équivalente de l'emploi.

Le décrochage des services, une piste à vérifier

Dans le même temps, l'emploi dans les services passe de **1,920 million à 1,7788 million**, soit une diminution de **141 200 personnes**. Les autres grands secteurs enregistrent au contraire une hausse de leurs effectifs.

La convergence avec le recul de l'emploi féminin est frappante, mais **elle ne prouve pas que les deux phénomènes se confondent.** Les tableaux publics consultés ne donnent pas le croisement sexe × secteur nécessaire pour l'établir.

C'est désormais la question centrale : pourquoi les estimations de l'INS font-elles apparaître **76 600 femmes actives de moins en un trimestre ?**

Découragement, contraintes familiales, retour aux études, informalité, migration ou choc sectoriel : à ce stade, ces explications restent des hypothèses. Seuls des croisements détaillés par sexe, âge, diplôme, région, secteur et statut professionnel permettront d'identifier ce qui se passe réellement derrière le 14,9 %

en bref

- **14,9 % :** taux de chômage national au T2 2026, contre 15 % au T1.
- **-77 500 :** variation de la population active totale.
- **-76 600 :** variation de la population active féminine.
- **98,8 % :** part des femmes dans la contraction nette, calcul WMC.
- **-72 000 environ :** variation du nombre de femmes occupées.
- **35,6 % :** chômage des diplômées, contre 14,2 % chez les diplômés hommes.
- **-141 200 :** variation de l'emploi dans les services entre T1 et T2.

Retrouvez toutes
nos publications numériques



Et plus encore...

Wifak Bank lance l'« Offre Futurs Ingénieurs » pour les étudiants de l'ENSI avec des facilités et financements préférentiels



À l'occasion de la rentrée universitaire, Wifak Bank a lancé une nouvelle offre destinée aux étudiants de l'École nationale des sciences de l'informatique (ENSI) de La Manouba. Baptisée « Offre Futurs Ingénieurs », elle propose un ensemble de produits et services bancaires et numériques conformes aux principes de la finance islamique, avec des tarifs et des facilités préférentiels adaptés aux besoins des étudiants tout au long de leur parcours universitaire et professionnel.

Pour présenter cette nouvelle offre et se rapprocher de son public cible, Wifak Bank a organisé, mercredi 16 septembre 2026, une journée d'information et d'échange au sein du campus de l'ENSI.

Un stand dédié a été installé afin d'accueillir les étudiants et de répondre à leurs questions sur les différentes composantes de l'offre. Plusieurs étudiants se sont intéressés aux supports de présentation et aux modalités d'inscription permettant de bénéficier de ces facilités bancaires conçues pour les accompagner dans leurs études et leur future vie professionnelle.

L'offre comprend plusieurs facilités et solutions de financement. Elle inclut notamment le financement « Hajiet », qui permet aux étudiants d'acquérir des ordinateurs et des smartphones à des conditions avantageuses.

Elle comprend également le financement « Sayaret Al Wifak », destiné à l'acquisition d'une voiture à des tarifs préférentiels, avec une garantie parentale.

Les bénéficiaires peuvent également disposer de la carte « Wifak Classic », assortie d'une

exonération totale des frais de tenue du compte « Wadiaa ». Les virements émis et reçus sont gratuits et les frais annuels liés à la carte bancaire sont intégralement supprimés.

Dans le cadre du renforcement de ses services bancaires numériques et afin de faciliter les opérations quotidiennes à distance, Wifak Bank propose également un accès gratuit et sécurisé au service « Wifak SMS ». Celui-ci permet de suivre et de gérer les comptes 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

L'application mobile « Wifak Pay » est également mise gratuitement à disposition des étudiants dans un environnement sécurisé. Elle leur permet notamment d'effectuer leurs paiements et de régler leurs achats de manière simple et fluide.

À propos de Wifak Bank

Wifak Bank est une banque commerciale tunisienne universelle spécialisée dans les opérations de finance islamique.
Créée en mai 2002 sous le nom d'« El Wifak Leasing », elle a ensuite été transformée en banque universelle. Elle a commencé ses activités effectives en tant que banque spécialisée dans la finance islamique en avril 2017.
Wifak Bank compte aujourd'hui 61 agences réparties dans les différentes régions de la Tunisie.
Site web : Wifak bank



Automobile 2026 |

Derrière la hausse des ventes, le marché tunisien change de structure



Avec 69 982 véhicules enregistrés sur les huit premiers mois de 2026, le marché automobile tunisien progresse de 13,78 %. Mais le chiffre global masque une évolution plus importante : les circuits de commercialisation et les motorisations sont en pleine recomposition.

Le marché automobile tunisien ne se contente plus de croître : il change de structure. À fin août 2026, 69 982 véhicules ont été comptabilisés, contre 61 505 un an auparavant.

Les concessionnaires agréés restent largement majoritaires avec 47 002 véhicules, en progression de 11,69 %. Mais le circuit parallèle avance nettement plus vite : 22 980 véhicules contre 19 423 un an auparavant, soit une hausse de 18,31 %.

Sa part atteint désormais 33 % du marché, contre 32 % à fin août 2025. Autrement dit, un véhicule sur trois relève désormais de ce circuit, qui comprend notamment les réimmatriculations et les véhicules bénéficiant du régime fiscal FCR accordé aux Tunisiens résidant à l'étranger.

Cette évolution devient l'un des principaux marqueurs du marché. Elle invite à examiner plus précisément le rôle du FCR, mais aussi celui des prix, de la disponibilité des modèles, de la fiscalité et des conditions de financement. Les données disponibles ne permettent toutefois pas d'attribuer la progression du parallèle à une cause unique.

L'électrification accélère

L'autre transformation majeure concerne les motorisations.

Les hybrides atteignent 4 116 immatriculations contre 1 801 un an auparavant. Les hybrides rechargeables PHEV passent de 398 à 2 678 véhicules.

La progression est également spectaculaire pour le 100 % électrique : 2 391 véhicules contre seulement 277 à fin août 2025. Les véhicules électriques à prolongateur d'autonomie, ou REEV, apparaissent également dans les statistiques avec 381 unités.

Au total, hybrides et électriques approchent désormais 14 % des immatriculations, contre moins de 5 % un an auparavant.

Les voitures populaires, avec 6 276 unités contre 6 611, enregistrent pour leur part une variation limitée qui ne modifie pas à elle seule la lecture générale du marché.

Le véritable enseignement de 2026 est ailleurs : entre montée du circuit parallèle, poids du FCR, nouvelles marques et accélération des HEV, PHEV et EV, le marché automobile tunisien entre dans une nouvelle phase de diversification.

en bref

LES CHIFFRES CLÉS

- **69 982** véhicules sur les huit premiers mois de 2026, soit **+13,78 %** sur un an.
- **22 980** véhicules dans le circuit parallèle, soit **33 %** du marché et une progression de **18,31 %**.
- **6 276** voitures populaires, contre **6 611** un an auparavant, soit environ **-5,1 %** selon un calcul WMC.
- **2 678** PHEV contre **398** un an auparavant.
- **2 391 véhicules 100 % électriques** contre 277.
- Près de **14 %** des immatriculations sont désormais hybrides ou électriques, contre moins de 5 % un an auparavant.



HALAL

Les exportations tunisiennes de produits relevant du halal atteindraient 1,3 milliard de dinars, selon Kais Belaid, président de FIBGN.

Le secteur compterait désormais environ 40 entreprises actives, contre une vingtaine en 2023, d'après le CEPEX.

Cette progression témoigne d'un potentiel commercial important, notamment dans l'agroalimentaire. Un accord entre FIBGN et la Banque de Tunisie et des Émirats (BTE) vise à faciliter le financement des PME et leur accès à la certification halal.

À l'échelle mondiale, les dépenses des consommateurs musulmans pourraient passer de 2 600 milliards de dollars en 2024 à 3 560 milliards en 2029.

Toutefois, les statistiques tunisiennes restent à consolider pour mesurer précisément les exportations certifiées, identifier les principaux opérateurs et évaluer les perspectives réelles de développement du secteur.

البنك التونسي
BANQUE DE TUNISIE

جائزة
أبو القاسم الشابي



أبارك

في
القاسن
أحلى الطموح

الدورة
32

Via Bagrada |

La Medjerda peut-elle devenir une véritable route touristique ?



Du 2 au 4 octobre 2026, Via Bagrada revient à Testour et étend ses activités à Téboursouk et Slouguia. Derrière les circuits et la gastronomie, l'enjeu est désormais de transformer un patrimoine dispersé en destination économique durable.

La deuxième édition de **Via Bagrada — La Route de la Medjerda** ne veut plus seulement mettre en scène un territoire pendant quelques jours. Museum Lab affiche l'ambition de structurer, autour du fleuve, une destination associant patrimoine, nature, artisanat, gastronomie et hospitalité. Selon l'annonce de l'organisateur, **148 acteurs économiques, professionnels du tourisme et artisans** ont été consultés en préparation du projet.

Passer de l'événement au réseau

Un premier test avait été mené en 2024 à Testour et Téboursouk : randonnée, vélo, kayak, patrimoine archéologique, oléotourisme, œnotourisme, ateliers artisanaux et produits du terroir figuraient au programme.
En 2026, Museum Lab va plus loin avec un **cluster Via**

Bagrada ouvert aux acteurs de Béja, Jendouba, Le Kef, Siliana, Bizerte et Manouba. Le réseau doit notamment connecter entrepreneurs, artisans, associations et hébergements alternatifs à un itinéraire commun et à une plateforme numérique.

La Medjerda peut-elle devenir une véritable route touristique en Tunisie ? Oui, le territoire dispose déjà de patrimoine, d'expériences touristiques et d'un réseau d'acteurs. Mais une véritable route suppose aussi des hébergements suffisants, des offres réservables toute l'année, une commercialisation commune et des indicateurs mesurant fréquentation, durée de séjour et retombées locales. Ces données restent encore incomplètes.

Une base touristique encore limitée

Les dernières statistiques publiques régionales retrouvées remontent à 2023. Le gouvernorat de Béja avait alors enregistré **11 982 arrivées, 22 756 nuitées et un taux d'occupation de 16,9 %.** L'ODNO recensait parallèlement **381 lits hôteliers**, dont **84 à Testour et 64 à Téboursouk**. Ces chiffres constituent un point de référence, pas une photographie de 2025.

Le ministère du Tourisme reconnaissait lui-même en janvier 2025 l'enjeu de l'offre, en annonçant la réhabilitation du circuit andalou de Testour et l'examen des obstacles freinant les maisons d'hôtes.

La Medjerda possède donc les ingrédients d'une route touristique. Mais sa réussite se mesurera moins au nombre d'animations qu'à la capacité de générer **séjours, réservations et dépenses locales répétées**. Or les fréquentations 2025, les visiteurs attendus en octobre et les retombées économiques restent, à ce stade, **ND**.

en bref

- **100 → 200 MDT — 2–4 octobre 2026 :** deuxième édition.
- **148** acteurs économiques, touristiques et artisans consultés selon l'organisateur.
- **11 982 arrivées** dans le gouvernorat de Béja en 2023.
- **22 756** nuitées en 2023.
- **16,9 % :** taux d'occupation régional en 2023.
- **84 + 64 lits :** capacités hôtelières recensées en 2023 à Testour et Téboursouk.



Le Message de Carthage

Archives du Trésor punique — 218 av. J.-C.



Le Sénat annonce une nouvelle victoire fiscale.
Les impôts augmentent, les bourses se vident.
Même les éléphants sont désormais imposables.

Carthage s'appauvrit. Sa dette, elle, prospère.

— Ministère punique de la prospérité obligatoire —

#DetteÉternelle

Discussion avec mon député



Les derniers débats à la Chambre des députés concernant le Budget de l'Etat 2007 et notamment la discussion de la Loi de finances m'ont inspiré cette chronique. Une discussion imaginaire avec un député. Ce n'est pas que je ne pouvais pas réaliser une vraie discussion avec un vrai député (j'en fais tout le temps), mais je préfère l'imaginaire où je pourrai maîtriser les questions et les réponses !

Q: Au vu des nouveaux textes de la loi de finances, je constate que vous n'avez pas bien avantagé certaines catégories !

R: Eh bien si ! Vous m'étonnez ! Pourquoi dites-vous cela ?

Q: Mon constat est le même que celui que beaucoup de vos confrères qui l'ont bel et bien affirmé au ministre de tutelle, pourquoi alors êtes-vous étonné?

R: Eh bien eux aussi m'ont étonné ! Je ne comprends pas pourquoi ne voyez vous pas les différentes baisses tarifaires et réductions fiscales contenues dans le projet de loi ! Les voitures à forte cylindrée

vont connaître des réductions, le projet a mis en place un système fiscal préférentiel pour les salaires et pensions en provenance de l'étranger, une réduction de la base d'impôt prélevé sur les salaires et pensions de retraite transférés en Tunisie, le secteur du tourisme a une charge fiscale réduite de moitié, etc. ! Si avec tout cela, vous dites que la loi n'avantage pas le Tunisien, vous êtes bien aveugle !

Q: Je ne dis pas que la loi n'avantage pas le citoyen, j'ai dit qu'elle n'a pas avantagé les catégories de classes moyennes !

R: Et comment cela ?

Q: Eh bien il y a la question du timbre de voyage qui a augmenté de 30% d'un coup !

R: Il n'a pas augmenté depuis 22 ans ! 30% tous les 22 ans, ce n'est pas lourd ! Et puis que sont ces 15 dinars pour quelqu'un qui va dépenser cent fois plus ?

Q: Oui, mais ce timbre n'existe nulle part !

R: C'est faux ! Il existe partout !

Q: Mais vous confondez avec la taxe aéroportuaire !

R: Il y a une différence ?

Q: Eh bien oui ! La taxe aéroportuaire touche tout le monde : touristes, hommes d'affaires étrangers et autochtones !

R: Mais on ne va quand même pas taxer les touristes !

Q: Et puis, ce timbre ne devait être que provisoire lorsqu'il a été instauré !

R: Vous savez, le provisoire qui dure, ce n'est pas une invention tunisienne et nous ne sommes pas à une mesure près de ce genre. Laissez tomber cette question de timbre, il ne va empêcher personne de voyager.

Q: Bon dites-moi, et cette taxation de 300 millimes pour chaque cinq dinars de recharge de portable ?

R: La loi de finances 2007 n'a fait que remettre les pendules à l'heure des nouvelles technologies. Pourquoi les gens qui rechargent leur portable ne doivent-ils pas payer de taxe comme tout le monde ?!

Q: Avouez quand même que tout le monde ne paie pas ces taxes et impôts ?

R: Attention à ce que vous avancez ! Apportez les preuves avant d'accuser quiconque ! Vous êtes sur un terrain miné. Si vous connaissez des gens qui ne s'acquittent pas de leur dû, vous n'avez qu'à faire comme les Suisses ou les Canadiens et les dénoncer. Au lieu de calomnier sans preuves, il faut agir !

Q: Bon, revenons à cette question des 300 millimes. C'est absurde de taxer chaque tranche de cinq dinars, on taxe un tout et non des parts ! On taxe une facture totale et non un achat fractionné !

R: Pourquoi c'est absurde ? L'absurdité était dans le passé quand on consommait sans être taxé.

Q: Oui, mais comment allez-vous contrôler l'épicier du coin qui fait deux recharges de deux dinars ? Il va mettre les 300 millimes dans sa poche et vous ne pouvez pas le contrôler puisque vous parlez de cinq dinars ?

R: Ça, ce n'est pas mon affaire de député ! Mais l'affaire des contrôleurs de finances.

Q: Et puis comment expliquez-vous qu'un client postpayé qui a une facture de 150 dinars ne paie que 300 millimes, alors que celui du prépayé paie 30 fois plus de taxes, voire plus ?

R: Vous faites trop de calcul ! Vous êtes journaliste ou économiste ? Ils n'ont qu'à basculer vers le postpayé ! D'ailleurs, le prépayé est une absurdité et ce n'est pas moi qui l'ai dit, mais un haut responsable des télécoms.

Q: C'est pour cela que je vous dis que ce projet de loi n'avantage pas les catégories moyennes !

R: Vous n'avez qu'à parler à votre député et lui demander de s'opposer au projet !

Q: Je l'ai fait et il s'est opposé ! Ils sont même une dizaine qui se sont opposés à ce projet.

Et… ?

Q: La loi a été quand même approuvée !

R: Vous voyez ? La majorité est d'accord pour que le citoyen mette la main à la poche et participe à l'effort collectif ! Si on exige des autoroutes, des échangeurs, de l'ADSL, du GSM dans toutes les bourgades en plus de la santé et l'éducation gratos, il faut bien payer quelque part !

Q: C'est la faute à la mondialisation ?

R: Non ! C'est la taxe de la modernité et du modernisme ! Et cette taxe, nul n'y échappe à moins qu'on veuille rester à l'âge de pierre.

R.B.H.



Les 3 de la semaine



Le monde continue de tourner, la Tunisie de débattre et Mister W. de lever un sourcil. Entre bonnes nouvelles, inquiétudes et absurdités, voici ce que je retiens de la semaine.

La claque positive

Quand la nature nous donne une leçon de grandeur

Au large des îles Cocos, des scientifiques ont cartographié une formation corallienne de 1,56 kilomètre. Pendant que l'humanité multiplie les conférences environnementales, la nature continue de nous émerveiller.

Une belle leçon pour la Tunisie, dont le patrimoine maritime mérite davantage d'attention. L'écologie n'est pas un luxe, mais un investissement. Encore faut-il préserver aujourd'hui ce que nous aimerions admirer demain.

« La nature construit sans conférence de presse. Certains devraient s'en inspirer. »
— Mister W.

Panique à bord

Tunisie : le courant passe mal !

Les coupures électriques de l'été 2026 font craindre un scénario similaire en 2027. La Tunisie ambitionne d'attirer les investisseurs, de moderniser son industrie et de réussir sa transformation numérique.

Encore faudrait-il garantir l'électricité ! La compétitivité ne se décrète pas dans les salons économiques. Elle exige des infrastructures fiables, des investissements et de l'anticipation. L'été prochain n'attendra pas la fin des réunions.

« À vouloir éclairer l'avenir, évitons d'éteindre le présent. » — Mister W.

L'absurde en action

Pourboires : le fisc à table !

La polémique autour de la fiscalité des pourboires révèle une certaine fébrilité budgétaire. Pas de nouvelle taxe, mais un rappel des dispositions existantes.

L'État cherche des ressources, certes. Mais à trop fouiller dans les poches des citoyens, on risque d'oublier les fuites dans les caisses publiques. À quand le serveur apportant l'addition accompagnée d'une déclaration fiscale ?

« Je voulais laisser un pourboire. Finalement, je vais laisser un commentaire. »
— Mister W.

Entre une nature qui construit, un réseau électrique qui inquiète et une fiscalité qui cherche de nouvelles marges, cette semaine nous rappelle une évidence : le bon sens reste une ressource précieuse. Et heureusement, il n'est pas encore taxé.
Mister W. — WMC LeMag

Cette rubrique est totalement prise en charge par l'IA - Les informations de cette rubrique ne sont pas vérifiées

UBCI, 1ère Banque Doublement Labellisée pour son Engagement Citoyen et Durable



UBCI | ENGAGÉ RSE MODÈLE AFAQ 26000 AFNOR CERTIFICATION | RESPONSIBILITY EUROPE RE European Network of Leading CSR Labels

www.ubci.tn

Nouveau Kia Stonic
Chic. Unique. Iconique



CITY CARS S.A / CONCESSIONNAIRE Kia / 31, rue des Usines ZI Goulette - Kram / Tél. : (+216) 36 406 200.
Contactez notre service dédié au 46 801 802.
Rejoignez-nous sur nos pages :

Kia.tn Kia Tunisie Kia Tunisie kia_tunisie